

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone: EUROPE 47-08

SOMMAIRE

KOSTAS PAPAIOANNU. — Les aventures du « Socialisme »	1	T. NICOLAS. — Paul VI et le monde communiste (d'après l'ouvrage de Reinhard Raffalt : « Où va le Va- tican ? »)	16
CLAUDE HARMEL. — Les communistes et les syndicats. A propos d'une phrase de Juquin et d'une mise au point du S.N.E.S.	10	N. ROUTYCH. — A propos du jubilé de M. Cholokhov	22
		L'affaire Ilieff	24

Les aventures du "socialisme" *

Nomina perdidimus rerum

Il ne se passe guère de jour sans qu'il ne soit question du « socialisme » dans la chronique de l'actualité. Le « spectre » qui hantait l'Occident au temps du *Manifeste communiste* ne l'a déserté, semble-t-il, que pour s'incarner dans les pays les plus imprévus et dans les conditions les plus imprévisibles. Rarissimes sont aujourd'hui les tyrannies qui ne se réclament de quelque « socialisme », « scientifique », « arabe », « africain » ou autre. « On se sent réellement soulagé, disait Freud en 1938, quand on constate que, pour le peuple allemand, la régression vers une barbarie presque préhistorique a pu se faire indépendamment de toute référence à l'idée de pro-

grès » (1). Aujourd'hui, où le socialisme a pris la place du progrès parmi les idoles de la tribu, on est plutôt stupéfait de constater que les militaires grecs ou chiliens se sont abstenus d'invoquer le saint patronage de quelque « vrai » socialisme » « andin » ou « égréen ».

Faisons abstraction du socialisme « arabe », « africain », « birman », etc., et portons notre regard sur le vaste « camp » du socialisme ou communisme « scientifique ». Or, il y a tant de « communismes » ici qu'il faut un effort quasi-surhumain pour ne pas être socialiste. Mais, en même temps, ces communismes sont si antagonistes qu'il devient de plus en plus difficile de se dire socialiste, c'est-à-dire d'opter pour telle ou telle variante du « socialisme scientifique », sans être, *ipso facto*, foncièrement, passionnément, systématiquement hostile aux autres. Aujourd'hui, dans les pays encore plongés dans les ténèbres du capitalisme (monopolistique d'Etat), gauches et droites sont unanimes à dénoncer un certain « anti-communisme » « systématique », « primaire », « viscéral », « hystérique », etc., mais le fait est que la dialectique du « polycentrisme »

* Kostas Papaïoannu est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont les plus récents sont « *Hegel* » (Séghers, 1962), « *La peinture byzantine et russe* » (Rencontres, 1965), « *L'idéologie froide* » (Pauvert, 1967), « *Marx et les marxistes* » (Flammarion, 1972), « *L'art grec* » (Mazenod, 1972).

La présente étude est extraite de « *L'idée socialiste et son destin* » qui paraîtra prochainement aux éditions Champ-Libre, 40, rue de la Montagne-Sainte-Genève, Paris-5^e.

(1) Freud : *Moïse et le monothéisme*, 1938. Gallimard 1948, p. 76.

a fini par rendre indissociables la phraséologie socialiste et la vitupération anticommuniste. Comment ignorer qu'il est impossible de se déclarer partisan du communisme chinois sans sombrer immédiatement dans un « anti-soviétisme » primaire, viscéral, systématique ? Qu'il est impossible de saluer la « voie soviétique du socialisme » sans professer à l'égard du socialisme chinois un anticommunisme non moins viscéral, systématique et primaire ? Sur ce point, le doute n'est pas permis : il y a belle lurette que la « critique des armes » a remplacé l'arme de la critique tout au long de la plus longue frontière du monde.

Devant le pullulement de ces socialismes contradictoires on est pris de vertige. Comme le disaient, dans un touchant souci d'irénisme, les auteurs du « Plan d'action socialiste » (« Comment en dix ans la France peut-elle s'engager sur la voie du socialisme »), le socialisme « donne l'impression d'avoir éclaté en mille visages : Alger, Belgrade, Bonn, Cuba, Dakar, Le Caire, Moscou, Pékin, Stockholm ou Vienne. Et nous en passons ».

En effet, on pourrait allonger la liste et y inclure, par exemple, le « socialisme personnel » de Bagdad (2) ou le socialisme plus qu'humain que les armées du Pacte de Varsovie ont mis à la place du socialisme trop humain de Prague. Mais que penser de ce curieux amalgame où les divers socialismes « scientifiques », le travaillisme britannique, les social-démocraties continentales et les prisons nassériennes (3) sont censés représenter les *membra disjecta* du socialisme ? A ce mélange simple (et aux socialismes plus ou moins oniriques dont se réclament les diverses tendances de la nouvelle gauche), les communistes opposent *avec raison* ce qu'ils appellent — triomphalement — le « socialisme réel », à savoir le régime établi sous des formes plus ou moins « avancées » en U.R.S.S., en Chine, à Cuba et dans les « démocraties populaires » d'Europe et d'Asie (4). Comme le disait récemment Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C.F., le socialisme n'existe nulle part

(2) Après les massacres de 1963 on distinguait les trois tendances du Parti baassiste irakien de la manière suivante : « Tous ceux qui ont massacré, chacun, cent communistes ou plus, appartiennent à l'aile gauche ; ceux qui ont tué entre cinquante et cent personnes sont les centristes ; les baassistes de droite sont ceux qui ont supprimé physiquement moins de cinquante communistes »...

(3) Il était de bon ton, à l'époque, de prendre au sérieux ou de faire semblant de prendre au sérieux la phraséologie « socialiste » du Raïs. Maintenant, c'est la question des tortures (pour ne rien dire de la corruption et de quelques fâcheux incidents écologiques) qui est au centre du débat sur l'ère nassérienne.

(4) On ne semble pas accorder grande attention au « socialisme scientifique » du commandant-président Marien Ngouabi. Mais soyons juste : même un organe aussi informé des choses du socialisme que le *Monde diplomatique* n'a pas su répondre à la question : « Le Congo est-il socialiste ? ». (Une page entière a été consacrée à cette question en avril 1973).

ailleurs « que là où les peuples ont adapté à leur réalité nationale les grandes lois dégagées par Marx, Engels, Lénine et les partis communistes » (5). Aussi, un expert en socialisme pouvait-il proclamer avec la fierté que l'on imagine : « Le socialisme réel est le régime de quatorze pays et d'un milliard et quart d'hommes et de femmes » (6).

Cela fut écrit fin 1972. Un an plus tard, conformément sans nul doute aux « grandes lois dégagées par Marx, Engels, Lénine et les partis communistes », la Chine — 750 millions d'hommes et de femmes — fut rayée de la liste des « Etats socialistes » dans le dernier supplément de l'Encyclopédie soviétique (7). La population de ce qu'il est convenu d'appeler le « camp » ou le « système socialiste mondial » fut subitement amputée de plus de la moitié de ses effectifs et, nouvelle Atlantide, la Chine disparut de la carte du « monde socialiste ». Cette catastrophe démographique et géographique est passée inaperçue de la grande presse et même des esprits initiés aux « grandes lois dégagées par Marx, Engels, Lénine » ; elle n'éclaire pas moins un des traits les plus marquants des régimes socialistes « réels » : en effet, à l'opposé de tous les régimes et de tous les « modes de production » historiquement connus (capitalisme, féodalisme, etc.), les sociétés socialistes sont telles qu'elles peuvent, du jour au lendemain, changer de nature et même se transformer en leur contraire. Regardons de plus près cette prodigieuse alchimie.

DE LA TRANSPARENCE A L'OPACITÉ

Pour réfuter les réactionnaires qui avaient osé caractériser le socialisme marxien comme un « univers nébuleux », Lénine avait écrit quelques lignes qui méritent d'être relues à la lumière des socialismes « réels » d'aujourd'hui. Le socialisme, disait-il, n'a rien de « nébuleux » :

« Cela signifie que la propriété sociale s'étend à la terre et aux autres moyens de production et la propriété individuelle aux produits, donc aux objets de consommation. Et, afin de rendre la chose accessible même à des enfants de six ans, Marx suppose « une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social », donc une union organisée de façon socialiste, et il dit : « Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et

(5) Cité par *Le Monde* du 9 octobre 1974.

(6) Francis Cohen in « La Démocratie en U.R.S.S. », Supplément de la « Nouvelle Critique », novembre 1972.

(7) Cf. *Le Monde* du 9 octobre 1973.

reste sociale », mais l'autre partie est consommée et, « par conséquent, doit se répartir entre tous ». Voilà qui pourrait être clair même pour M. Dühring » (8).

Nous ne savons pas encore si « cela » est accessible à des enfants de *plus* de six ans, mais rappelons que Marx finit sa description de l'économie socialiste de l'avenir par cette phrase :

« Les rapports sociaux restent ici simples et transparents dans la production comme dans la distribution ».

Or, rien n'est moins « simple et transparent » que les régimes socialistes « réels ». Leur opacité a été remarquablement et involontairement mise en évidence par Molotov lui-même qui, dans une lettre datée du 16 septembre 1955 et adressée au *Kommunist*, revue de doctrine (9), confessa une erreur impensable dans tout autre régime « de classe » ou « sans classe ». Jusqu'à cette date, avoua-t-il, il croyait que seules les « bases » du socialisme avaient été construites en U.R.S.S., alors qu'une « décision » de la 17^e Conférence du Parti (1932) avait proclamé que les bases du socialisme étaient alors achevées, et qu'une « résolution » du XVIII^e Congrès (1939) avait stipulé que l'U.R.S.S. avait déjà dépassé le socialisme et transitait vers le stade suprême du « communisme ». Ainsi, dit Boris Souvarine, « Molotov, qui fut membre de tous les organes dirigeants du Parti et de l'Etat pendant quarante ans, qui fut secrétaire du Parti et président du Conseil avant Staline, ne savait pas encore, en 1955, que le socialisme était depuis des années un fait accompli dans son pays » (10) ! Comment peut-on vivre dans un pays où « il n'y a plus d'exploiteurs » et où « il n'y a plus personne à réprimer », selon la grandiose formule de Staline (11), sans s'en rendre compte, sans remarquer que des dizaines de millions d'hommes et de femmes ont été enfin libérés du « fétichisme de la marchandise », qu'ils sont même en train de s'acheminer vers cette « phase supérieure de la société communiste », où, selon Marx, « disparaîtront l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel » (12) ?

Marx croyait avoir touché terre lorsqu'il découvrit que les rapports de production et de répartition — rapports établis « indépendamment de la volonté des hommes », suivant le

degré du développement des forces productives — constituent la « base matérielle » de la société, le lieu où il faut chercher le « secret » de l'Etat et de toute la « superstructure » idéologique. Il croyait en outre que ces rapports sont « empiriquement constatables » et susceptibles d'être étudiés avec les mêmes méthodes exactes « qu'on emploie dans les sciences naturelles ». Or, rien de plus opaque, de plus inaccessible à l'approche empirique que la « vie matérielle » des centaines de millions de citoyens des pays socialistes « réels » : ici, les apparences socialistes peuvent fort bien cacher la « restauration du capitalisme », voire la domination de quelque monstrueux « capitalisme d'Etat » « social-fasciste ». L'inverse est d'ailleurs également possible, et le règne dénoncé avec fureur des magnats du « capitalisme d'Etat » et des bandits « social-impérialistes », ainsi que le martyre unanimement pleuré des peuples soumis aux « nouveaux Goering », « nouveaux tsars » ou « nouveaux Gengis Khan », peuvent également n'être qu'une pure apparence exotérique derrière laquelle les initiés aux « grandes lois dégagées par Marx, Engels, Lénine », ainsi que tous les hommes « épris de paix » doivent reconnaître et saluer telle ou telle « voie nationale vers le socialisme ».

« SOCIALISME » OU « FASCISME » ?

On se souvient comment, en 1948, une république populaire modèle, qui ne se distinguait des autres que par son éclat et dont la structure économique, politique, idéologique, etc., était — toutes proportions gardées — identique à celle de la « patrie du socialisme », est devenue tout d'un coup « capitaliste » et « esclavagiste ». Tous les « facteurs objectifs » chers à la sociologie marxiste : « mode de production », « rapports de production », « rapports de propriété », etc., dont le « reflet » était censé pénétrer et expliquer la réalité humaine tout entière — y compris la peinture formaliste et la musique dodécaphonique ! — s'évanouirent comme l'ombre d'un rêve, et les experts en socialisme n'ont eu aucun mal à prouver qu'en Yougoslavie, « mieux qu'en Italie et en Allemagne », le capital financier avait réussi « à identifier ses intérêts à ceux d'un capitalisme d'Etat anonyme ». Ainsi parlait Pierre Courtade dans *l'Humanité* du 10 juin 1950, et il concluait :

« Lorsque nous disons que Tito et sa bande sont des fascistes, des hitlériens au plein sens du mot, nous ne voulons pas dire seulement qu'ils sont les bourreaux du peuple yougoslave. Nous voulons dire très précisément que le régime de Belgrade a toutes les caractéristiques d'un régime fasciste, et cela au sens scientifique, historique du terme ».

(8) Lénine : *Ce que sont les « amis du peuple »*, 1894. *Œuvres*, 4^e éd., Ed. Soc. Paris, t. I, p. 187. — Le texte de Marx est tiré du *Capital*.

(9) N° d'octobre 1955.

(10) « *Le Contrat social* » IV n° 1 (1960) p. 4.

(11) Staline : *Discours au XVIII^e Congrès (1939)*.

(12) Marx : *Critique du programme de Gotha*, 1875.

Forts de cette certitude « scientifique », les évangélistes du « commerce Est-Ouest » ont adopté aussitôt à l'égard de la Yougoslavie une série de sanctions économiques destinées à étrangler son économie et, tandis que les incidents se multipliaient sur les frontières « socialistes », le vaste appareil de guerre psychologique (« les Partisans de la Paix ») fut mobilisé pour prouver que le régime de Belgrade était un danger majeur pour la « coexistence pacifique » : « La haine profonde à l'égard du bataillon d'agents impérialistes conduit par Tito doit être la force motrice de la lutte du peuple pour la paix », écrivait alors le journal hongrois *Szabad Nep* (13). Il n'y a donc pas à s'étonner s'il a été prouvé que, bien avant de passer au service des bellicistes américains, Tito et sa « bande » avaient été des agents à la solde de la Gestapo. C'est ce que démontra un roman « historique » consacré à la *Tragédie yougoslave*, qui rapporta à son auteur les 100.000 roubles du prix Staline, en 1952, et qui décrit avec force détails comment « les hommes de Himmler » et les espions anglo-américains « s'unirent aux titistes contre le peuple yougoslave pour défendre les intérêts rapaces de l'impérialisme » (14)...

Tandis que les « amis de la paix » se lamentaient sur le martyre du peuple yougoslave et les méfaits du « capital financier », un deuxième miracle sociologique s'opéra lorsque les théoriciens yougoslaves du « socialisme scientifique » découvrirent à leur tour que, loin d'être « socialiste », le régime soviétique n'était en fait qu'un « capitalisme d'Etat avec un système bureaucratique sans précédent » (15). « Qu'est-ce que le Parti communiste de l'U.R.S.S. ? », disait Tito en 1950. « Il compte environ 5 millions de membres, mais dont la majorité se trouve dans la police politique, la milice, les cadres supérieurs de l'armée et de l'appareil bureaucratique. Tel est le Parti tout entier, identifié à l'appareil d'Etat et avec une faible proportion d'ouvriers et de paysans. C'est un Parti de chefs, de bureaucrates... ». C'est à la même époque que Djilas formula pour la première fois sa théorie de la « nouvelle classe » ; il devança même les théo-

riciens actuels (maoïstes) du « social-impérialisme » lorsqu'il accusa la bureaucratie soviétique de « chercher une solution à la crise intérieure dans l'exploitation et l'assujettissement des autres pays socialistes » (16).

Deux autres miracles sociologiques ont eu lieu — subitement et simultanément — lors du voyage-éclair de N. Khrouchtchev à Belgrade, en 1955. Tout à coup, la Yougoslavie cessa d'être fasciste « au sens scientifique du terme » et redevint « socialiste » (bien entendu, au sens scientifique du terme); de même, l'U.R.S.S. a retrouvé son identité prolétarienne, et la propagande titiste mit en sourdine le thème de la « nouvelle classe » et la dénonciation du « social-impérialisme » : Tito ira jusqu'à donner sa bénédiction à l'écrasement de la révolution hongroise par les tanks russes. Seul Djilas avait pris suffisamment au sérieux le mot et le concept de « socialisme » pour ne pas accepter cette volte-face opportuniste. Mais Djilas, qui était tombé en disgrâce dès 1953 pour avoir critiqué le train de vie des parvenus du pouvoir, fut condamné à dix-huit mois de prison, en janvier 1955 : pendant la décennie suivante, il passera le plus clair de son temps en prison.

Ainsi donc, en 1956, la République populaire de Yougoslavie avait retrouvé son identité première. Elle était redevenue socialiste aux yeux des Soviétiques et des autres membres du « camp » — mais non pas aux yeux de leurs voisins Albanais ni aux yeux des dirigeants français encore tout entiers adonnés à la noble « tâche de mériter le titre de stalinien » (17). Mais la chaîne des métamorphoses et transmutations sociologiques ne s'était pas arrêtée pour autant.

LE « SOCIALISME » YOUGOSLAVE : SOSIE OU PROTÉE ?

Entre 1955 et 1958, la Yougoslavie était « socialiste » non seulement pour les Soviétiques mais aussi pour les Chinois : au cours de la seule année 1956, la presse de Pékin publia plus d'un millier d'articles sur la Yougoslavie, tous nettement favorables et montrant un profond intérêt pour les divers aspects de la « voie yougoslave ». Or, le 5 mai 1958, sans le moindre avertissement, le P.C. chinois se lança à l'assaut du « révisionnisme yougoslave » allant même jusqu'à justifier les anathèmes d'antan. Le lendemain, la *Pravda* reproduisait cette attaque contre Tito et pendant quelques années, la République populaire de Yougoslavie devint un régime aux contours flous, presque inconnais-

(13) Cité par François Fejtö : *Histoire des démocraties populaires* I, p. 258. — Depuis les Procès de Moscou, la « paix » sert constamment de couverture aux pires agissements de la police soviétique. Le 27 janvier 1937 *l'Humanité* félicitait l'Union Soviétique d'avoir mis « hors d'état de nuire les tenants d'un complot international contre la Liberté et contre la Paix ». Etienne Fajon emploiera exactement les mêmes termes lors du « complot des assassins en blouse blanche ». Aussi la publication de *l'Archipel Goulag* a-t-elle été dénoncée comme un attentat contre la « détente »...

(14) De même, aujourd'hui, on a transformé Soljenitsyne en « collaborateur » des Allemands. Dans un long article de *La Gazette littéraire* l'historien Yakovlev a affirmé que l'écrivain banni avait été accusé de trahison et renvoyé de l'armée rouge en 1945...

(15) Tito, discours du 2 novembre 1952.

(16) Bulletin de l'Agence Tanyoug du 20-3-1950.

(17) Selon les termes de Maurice Thorez, cités par Jacques Duclos dans *Cahiers du Communisme*, juin 1952.

— une espèce de *Ding an sich* pour la sociologie marxiste-léniniste. En juin 1958, Khrouchtchev alla jusqu'à dire que les pseudo-marxistes yougoslaves « se servent du marxisme-léninisme comme d'un masque pour égarer le peuple crédule ». On a craint même un instant qu'il n'allât sortir de ses dossiers sa vieille brochure intitulée *L'amitié stalinienne des peuples* où il déclare entre autres choses, que « la trahison envers l'Union soviétique conduit nécessairement dans le camp du nationalisme, du fascisme et de la réaction impérialiste. Témoin la bande d'assassins et d'espions Tito-Rankovitch qui a consommé son passage du nationalisme au fascisme et est devenue l'agence directe de l'impérialisme, son instrument dans la lutte contre le socialisme et la démocratie » (18). Mais, après le XXII^e Congrès (1961), un double miracle sociologique s'est produit — toujours dans les Balkans : il s'est avéré que les « modes de production » yougoslaves et albanais étaient si intimement liés qu'il était impossible d'attribuer le certificat de « socialisme » à l'un des deux sans automatiquement rejeter l'autre dans les ténèbres de la réaction. Examinons de plus près cette illustration imprévue de la loi dialectique de l'« union des contraires ».

Parlant des Albanais, en 1959, Khrouchtchev chanta l'hymne de louanges du « camarade Enver Hodja, fils glorieux du peuple albanais, ferme marxiste-léniniste et notre précieux ami », ainsi que du « camarade Mehmet Chehu, organisateur incomparable, entièrement dévoué à la cause du socialisme et ami sûr de l'Union soviétique ». Mais, en décembre 1962, Tito fut invité à Moscou et comblé d'honneurs, tandis que Khrouchtchev déclara au Soviet suprême : « Il est impossible de nier que la Yougoslavie soit un pays socialiste ». Immédiatement, les « rapports de production » albanais changèrent de nature et l'on apprit, ainsi que le déclara Khrouchtchev au même Soviet suprême, que « Hodja et Chehu ne se maintiennent au pouvoir que grâce à leur régime de répression et de sévices » et que « leurs mains sont couvertes du sang des meilleurs fils du Parti albanais du travail » (19). Tout autre fut le verdict de la « conception matérialiste de l'histoire » — telle qu'elle était pratiquée à Pékin. Pour Mao, l'Albanie demeurerait toujours socialiste tandis qu'en Yougoslavie...

« si les moyens de production des entreprises « d'autogestion ouvrière » n'appartiennent pas à un ou plusieurs capitalistes, ils appartiennent en réalité à une bourgeoi-

sie bureaucratique et compradore d'un type nouveau, représentée par la clique Tito et englobant bureaucrates et gérants. Cette bourgeoisie, usurpant le nom de l'Etat, se subordonnant à l'impérialisme américain et s'abritant sous le manteau du « socialisme », s'est approprié les biens qui appartenaient aux travailleurs. Le système dit d'autogestion ouvrière est en fait un système d'exploitation féroce sous la domination du capital bureaucratique et compradore » (20).

Le débat sur la « nature de classe » de ce régime-protée était un simple épiphénomène de la tension croissante entre les deux « grands » du socialisme. C'est ce que disaient les Yougoslaves dès 1959 — au grand scandale des détenteurs officiels de la vérité une et indivisible. Comme le disait Khrouchtchev au XXI^e Congrès (février 1959) : « Les révisionnistes yougoslaves font état de prétendues divergences entre le P.C. de l'Union soviétique et le P.C. de Chine (...), mais leurs espérances illusoires sont vouées à l'échec (*vifs applaudissements prolongés*). Nous sommes parfaitement et en tous points d'accord avec le P.C. de Chine quoique ses méthodes d'édification du socialisme diffèrent sensiblement des nôtres » (21). Mais les divergences étaient « objectivement », scientifiquement impossibles :

« Pourquoi n'avons-nous pas de divergences ? Parce que l'attitude de classe et la conception de classe de nos deux partis sont identiques ».

Fort de ce critère « matérialiste », Khrouchtchev s'est permis de lancer un sérieux avertissement aux calomnieux :

« Nous pouvons dire aux révisionnistes yougoslaves : Ne cherchez pas de fissure là où il n'y en a pas ! Vous voulez vraisemblablement vous remonter le moral et induire en erreur le peuple yougoslave en prétendant que ces divergences existent. Peine perdue (*applaudissements*) ».

Un an plus tard, à la suite sans doute de quelque changement dialectiquement qualitatif dans l'« attitude de classe » et de la « conception de classe » de ces partis-sosies, les experts soviétiques quittèrent massivement la Chine. Une fois de plus, les évangélistes de la « détente » par le commerce ont montré combien ils savent bien manier ce qu'un humoriste a appelé « les armes de la paix » : d'un trait de plume, ils annulèrent 343 contrats et 257 projets de coopération scientifique et cessèrent la fourniture à la Chine de

(18) Traduction française aux Editions Sociales, p. 12.

(19) Depuis cette date les relations diplomatiques ont été rompues entre l'U.R.S.S. et l'Albanie.

(20) *La Yougoslavie est-elle un pays socialiste ?* (26 septembre 1963). *Le débat*, etc. p. 165.

(21) Trad. franç. dans *Cahiers du Communisme* p. 98.

nombreux équipements et matériaux importants. Malgré la vigilance des « masses », ces événements passèrent inaperçus : ce n'est que trois ans plus tard qu'on a appris qu'« il en résulte pour l'économie, la défense et la recherche scientifique de la Chine des dommages et des difficultés incommensurables » (22). Pendant ces trois ans-là (et sans doute pour continuer à « induire en erreur le peuple... yougoslave »), il ne fut question dans la presse que de « querelles idéologiques » portant sur tous les sujets possibles et imaginables, sauf sur l'essentiel, mais malheureusement aucun écologiste n'a encore calculé combien d'hectares de forêts sibériennes et chinoises ont été sacrifiés pour permettre aux idéologues des deux « camps » de commenter dans leur jargon inimitable les innombrables citations de Marx-Engels-Lénine que recélaient leurs fichiers. Finalement, entre 1963 et 1964, l'écran de fumée idéologique s'est dissipé et le monde, stupéfait, a assisté à une série de métamorphoses miraculeuses devant lesquelles les aventures de la dialectique dans les Balkans ne sont qu'un dérisoire jeu d'enfants. Car les analystes maoïstes ne se sont pas limités à mettre au ban de l'infamie le seul Khrouchtchev, coupable d'avoir « inculqué au peuple soviétique la métaphysique (*sic*) et l'idéalisme bourgeois ainsi que les idées réactionnaires que représentent l'individualisme, l'humanisme et le pacifisme des bourgeois » (23). Du « ciel » de la « superstructure », ils sont descendus dans les profondeurs des « rapports de production », et bien qu'ignorant totalement les « productions théoriques » de l'école althusserienne, ils ne tardèrent pas à découvrir les racines du mal : loin d'être réellement socialiste, le « socialisme réel » en U.R.S.S. n'était qu'un grossier « paravent » derrière lequel se cachait — de plus en plus maladroitement — la « restauration du capitalisme » et le règne « fasciste » des « nouveaux tsars ».

L'U.R.S.S. :

« SOCIALISME » OU NÉOTSARISME ?

On connaît l'histoire : plus la propagande maoïste insistait sur le fait que « le changement du caractère du régime social en Yougoslavie est une sérieuse leçon » (24) (*sic*), plus on voyait que le principal destinataire de cette « sérieuse leçon » était Khrouchtchev et le régime soviétique. Par un curieux renversement des rôles, les « théoriciens » chinois et leurs disciples d'Albanie et d'ailleurs finirent par reprendre tous les thèmes de la critique

titiste en attribuant cette fois-ci au « révisionnisme » post-stalinien toutes les tares que l'« archirévionniste » Djilas reprochait à l'orthodoxie stalinienne.

En effet, à lire la prose des dirigeants chinois, on a l'impression qu'à partir de 1964 c'est Djilas qui est le véritable meneur de la danse. Relisons l'article-fleuve : « Le pseudo-communisme de Khrouchtchev et les leçons historiques qu'il donne au monde », paru dans les deux principaux journaux chinois le 14 juillet 1964 (25). On y apprend qu'il faut tout d'abord bien distinguer entre la forme juridique de la propriété collective et le véritable contenu « de classe ». Si « les usines demeurent nominalement des entreprises socialistes », elles « sont en réalité des entreprises capitalistes » où les rapports entre les dirigeants et les ouvriers « se sont mués en rapports d'exploiteurs à exploités, d'opresseurs à opprimés » (op. cit., pp. 443-444) :

« Ne sont-ce pas des éléments bourgeois à cent pour cent, ces dégénérés qui, détenant des moyens de production et en disposant, exploitent le travail d'autrui ? De toute évidence, ces gens-là appartiennent à une classe hostile au prolétariat, ils appartiennent à la bourgeoisie » (p. 444).

Il en était de même pour les kolkhozes « transformés en propriété privée » de leurs dirigeants (p. 445) :

« Ils transforment l'économie collective socialiste en une nouvelle économie koulak. Ils ont en général, dans les organismes supérieurs des gens qui les protègent. Leurs rapports avec les kolkhoziens sont devenus des rapports d'opresseurs à opprimés, d'exploiteurs à exploités. Ne sont-ce pas de nouveaux koulaks à cent pour cent, ces nouveaux exploités qui pèsent de tout leur poids sur les paysans ? ».

La lumière était faite : « Dans la société soviétique actuelle, la couche privilégiée est constituée par les éléments dégénérés des cadres dirigeants des organismes du parti et du gouvernement, des entreprises et des kolkhozes, et les intellectuels bourgeois. Cette couche est opposée aux ouvriers, aux paysans et à la grande masse des intellectuels » (p. 449). La domination qu'elle exerce dans les « rapports de production » se manifeste aussi par la scandaleuse inégalité qui existe dans les « rapports de répartition » : « Lénine insista tout particulièrement sur la nécessité de maintenir le principe de la Commune de Paris en matière de politique des salaires ». Or, s'« il est indéniable qu'avant la mort de Staline un certain nombre de gens bénéficiaient d'un ré-

(22) *Le Quotidien du Peuple*, le 20 juillet 1963.

(23) *Le pseudo-communisme de Khrouchtchev*, 14 juillet 1964. Op. cit., p. 452.

(24) *Propositions concernant la ligne générale*, etc., 14 juin 1963. Op. cit., p. 39.

(25) Op. cit., p. 427-492.

gime de hauts salaires et des cadres avaient dégénéré en éléments bourgeois » (p. 450), Khrouchtchev, « loin de réduire, a, au contraire, accentué l'écart existant entre les revenus d'une minorité et ceux des ouvriers, des paysans et des intellectuels en général. Il a accéléré la polarisation des classes dans la société soviétique » (p. 451). En bref, « cette couche privilégiée a transformé en prérogatives la fonction qui était de servir le peuple afin de soumettre les masses populaires à sa domination, et elle abuse de son pouvoir de gestion des moyens de production afin de poursuivre ses propres intérêts. Elle s'est appropriée les fruits du labeur du peuple soviétique, et elle a des revenus qui sont des dizaines de fois, voire plus de cent fois, supérieurs à ceux des ouvriers et des paysans ordinaires » (p. 454). D'où la terreur — impensable en Chine — qui s'est abattue sur tous ceux qui « ont le courage de parler, de résister et de lutter » : « Ils sont surveillés, filés, ou assignés à comparaître, voire même arrêtés ou incarcérés. Ils sont aussi traités de malades mentaux et envoyés dans les asiles d'aliénés » (p. 464). Faisant allusion à l'émeute contre la cherté de la vie qui avait éclaté à Novotcherkassk, en juin 1962, et dont la presse soviétique n'avait soufflé mot (26), les Chinois dénoncèrent avec indignation la « clique de Khrouchtchev » qui « en est venue à plusieurs reprises à recourir à la répression sanglante contre les ouvriers en grève et les masses qui résistaient » (p. 464).

En 1964, il s'agissait pour les Chinois de montrer que la « clique révisionniste mène l'Union soviétique dans la voie du retour au capitalisme » (p. 470) et d'avertir le peuple des travailleurs qu'il « court le grave danger de perdre les conquêtes socialistes » (p. 471). Nous n'en sommes plus là. La « restauration du capitalisme en U.R.S.S. et dans d'autres pays socialistes », dont parlait Lin Piao en novembre 1967 (27), aurait abouti à la formation d'une « grande bourgeoisie d'un nouveau genre », d'une « bourgeoisie monopoliste et bureaucratique » qui, à en croire le *Quotidien du Peuple* (du 22 avril 1970)...

« domine le Parti, le gouvernement, l'armée, l'économie, la culture et tient en main l'ensemble de la machine étatique et toutes les richesses de la société. Au nom de l'Etat, elle pille le Trésor. Elle prive le peuple des fruits de son labeur, pour vivre dans le luxe et la débauche (...). Cette oligarchie bureaucratique, indifférente au sort du peuple, le met en coupe réglée. Elle accélère la militarisation de l'économie pour accroître ses armements et préparer la guerre. « Pas de

beurre, mais des canons ». C'était, déjà, la politique de Hitler.

Ses mesures rétrogrades en matière d'économie ont causé à la production un préjudice énorme : l'industrie décline, la production agricole baisse, le cheptel diminue. L'inflation sévit. Le ravitaillement manque. Le marché d'Etat souffre de pénuries graves. Les travailleurs s'appauvrissent. Les renégats n'ont pas seulement dilapidé les richesses (...). Les voici qui s'avilissent jusqu'à quémander des crédits à l'Allemagne de l'Ouest et jusqu'à brader les ressources naturelles de l'U.R.S.S. en ouvrant la Sibérie au capital japonais »...

Désormais, pour les Chinois, les héritiers de Lénine ne sont plus de simples déviationnistes : ce sont des « nouveaux tsars » dont les « pratiques fascistes » et les « doctrines nazies » seront dénoncées par des dizaines de millions de manifestants indignés. Or, entre temps, un autre miracle s'était produit : la « conception matérialiste de l'histoire », telle qu'elle est pratiquée à Moscou, avait établi que la Chine populaire avait cessé d'être « populaire » et « socialiste », et s'était transformée en un régime de « despotisme oriental » visant à restaurer l'empire de Gengis Khan.

LA CHINE POPULAIRE

« SOCIALISME »

OU DESPOTISME CONCENTRATIONNAIRE ?

D'après le long réquisitoire publié par la *Pravda*, le 15 février 1967, la propagande « anti-soviétique », « nationaliste, voire raciste » des maoïstes n'aurait pour but que de « détourner l'attention du peuple chinois des privations et des difficultés qu'il endure ». « Ce n'est pas un hasard, écrivait la *Pravda*, si les dirigeants chinois ont déclenché la guerre politique contre l'U.R.S.S. peu après l'échec de la politique du « grand bond en avant » et des communes populaires de triste mémoire » :

« Plus on voyait se dessiner l'ampleur des échecs dans la politique intérieure et la faillite de la politique extérieure des dirigeants chinois, plus leur campagne antisoviétique devenait intense ».

D'où — chose inconcevable en U.R.S.S. — le véritable « complexe d'encerclement » que les maoïstes ont tâché d'inculquer au peuple chinois :

« Lui faisant croire qu'il est entouré d'ennemis de tous côtés, ils s'efforcent de détourner l'attention des travailleurs des problèmes réels qui se posent devant le pays et justifier la dictature militaire et bureaucratique de Mao Tsé-toung et de son entourage ».

(26) Cf. Michel Tatu : *Le pouvoir en U.R.S.S.* 1967, p. 234 n. I.

(27) Dépêche A.F.P. de Pékin, 7 novembre 1967.

D'où aussi la terreur « inouïe » qui déferla sur la Chine après l'échec du « grand bond en avant » — « bond » qui, d'après la *Literatournaya Gazeta* (27 août 1967), « mena à une famine qui coûte la vie à des millions de gens ». Au dire de Radio Moscou (7 avril 1969), « rien qu'en 1960, le gouvernement de Mao a exterminé plus de Chinois qu'il n'en avait été tué pendant toute la guerre contre le Japon » (28). Le tableau que donne — sur sept pages — la *Literatournaya Gazeta* (27 août 1969) est proprement terrifiant : d'après le professeur F. Zaporovski, pendant la décennie 1955-1965, « vingt-cinq millions de personnes ont été tuées en Chine, et rien qu'en 1961-1965, treize millions de personnes ont été victimes du maoïsme ». Enfin, les Soviétiques évoquèrent avec des accents quasi-soljenit-syniens l'horreur du travail forcé et du système concentrationnaire. Par exemple, Radio Moscou a affirmé, le 30 mai 1967, que plus de dix-huit millions de détenus politiques croussaient dans quelque dix mille camps de concentration : rien que dans l'île de Haï-Nan, dira la *Pravda*, en février 1972, il existe une dizaine de camps pour intellectuels et étudiants... On comprend qu'après un dossier aussi accablant, l'académicien Fedoseïev n'a eu aucun mal à prouver, dans la *Pravda* du 5 décembre 1971, que le régime maoïste n'avait rien de socialiste.

Ce qui est étonnant c'est que, contrairement à l'avis des intéressés, la grande presse continue à mettre la Chine et l'U.R.S.S. dans le même sac « socialiste » : c'est seulement à propos des militaires éthiopiens que le « quotidien le plus sérieux de France » a jugé nécessaire de mettre le mot socialisme entre guillemets. D'autre part, comme on continue à percevoir la lumière des astres éteints, les communistes *in partibus* persistent à parler de « quatorze pays socialistes » et reprochent à leurs alliés socialistes de considérer « comme nulle et non avenue l'expérience des pays socialistes ». C'est ce que disait, avec une ironie sans doute involontaire, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F. dans une interview à l'hebdomadaire communiste *France Nouvelle*, n° 1516, 2/8 déc. 1974. Mais comment le suivre lorsqu'il affirme que

« le système socialiste mondial a offert l'exemple de la libération de l'exploitation capitaliste et a permis au monde de s'engager dans la voie de la coexistence pacifique » ?

Nous avons vu ce que les Chinois pensent à propos de la restauration de l'« exploitation capitaliste » en U.R.S.S., et nous pouvons être certains que les communistes occidentaux

finiront par se rendre à l'évidence et dénoncer (avec la *Pravda* du 21 mai 1970) la paupérisation absolue du prolétariat chinois. Mais que penser de la « coexistence pacifique » des Etats membres du « système socialiste mondial » ?

« SOCIALISMES » OU IMPÉRIALISMES ?

Tandis que les incidents frontaliers (cinq mille rien qu'en 1962) se multipliaient le long de la plus longue frontière du monde, les spécialistes de la « conception matérialiste de l'histoire » découvraient de nouveaux avatars de l'impérialisme — « stade suprême du capitalisme ». C'est le « social-impérialisme » ou « social-colonialisme » des « tsars soviétiques » qui, d'après un article de *Chine Nouvelle* (5 juillet 1969) a « transformé l'U.R.S.S. en une prison des nations », et l'« expansionnisme » des « nouveaux empereurs » qui, d'après la *Pravda* du 21 mai 1969, « rêvent d'une Grande Chine qui dominerait sinon le monde, du moins une grande partie de l'Asie ». Dès 1964, Mao dénonçait, devant des journalistes japonais, les empiètements territoriaux de l'U.R.S.S. en Europe et en Asie. « Il y a trop de lieux occupés par l'U.R.S.S. », disait-il :

« Les Soviétiques se sont approprié une partie de la Roumanie. Ayant détaché une partie de l'Allemagne orientale, ils en ont expulsé les habitants dans la partie occidentale. Ayant détaché une partie de la Pologne, ils l'ont incorporée à la Russie et, en guise de compensation, ils ont donné une partie de l'Allemagne à la Pologne. De même en ce qui concerne la Finlande. Il y a environ cent ans, la région à l'est du Baïkal est devenu territoire russe. Depuis lors, Vladivostok, Khabarovsk le Kamtchatka et d'autres régions sont devenus des territoires soviétiques. Nous n'avons pas encore présenté notre addition pour cette série ».

Dans la même année 1964 parut à Pékin une *Courte Histoire de la Chine Moderne* où on pouvait voir une carte des territoires chinois « accaparés par les impérialistes ». Elle y incluait, outre maints territoires comme les royaumes himalayens, la Birmanie, le Vietnam, etc., la totalité de l'Extrême-Orient soviétique, la « République populaire » de la Mongolie extérieure, au nord-est de la Chine, et, au nord-ouest, de larges espaces appartenant aux républiques soviétiques du Kazakhstan, de Kirghisie et du Tadjikistan. On connaît la suite. Rien qu'au cours des quatre premières journées qui ont suivi l'incident frontalier du 2 mars 1969 à l'île de Chenpao (Damanski pour les Russes), sur l'Oussouri, cent cinquante millions de Chinois — trois fois la population de la France — ont « spontanément » déferlé dans les rues pour vitupérer le « social-impérialis-

(28) Cité par Richard Walker dans *Est et Ouest* n° 482.

me » soviétique qualifié de « plus féroce que celui des anciens tsars » : jamais le « néo-colonialisme » américain, aux beaux jours de la guerre froide, n'en avait vu autant.

Les accusations de « social-impérialisme », « social-colonialisme », « social-fascisme » pleuvent depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie. Dès le 22 août 1968, l'agence *Chine Nouvelle* avait qualifié les dirigeants de Moscou de « gangsters » et d'« esclavagistes », et les avait comparés aux nazis. De son côté, Enver Hodja, le chef du P.C. albanais, n'avait pas attendu l'incident sur l'Oussouri pour dénoncer les « plans de domination mondiale » de la « nouvelle bourgeoisie soviétique ». Il en a même proposé une explication « marxiste » qui mériterait de figurer en annexe aux thèses bien connues de Hobson-Lénine sur le « stade impérialiste » du « capitalisme en putréfaction ». A l'en croire, les « nouvelles colonies soviétiques » (les « démocraties populaires », par opposition aux « anciennes colonies », à savoir : les républiques non russes de l'U.R.S.S.) seraient destinées à « fournir à la métropole en crise le fruit du labeur, le sang des peuples pour nourrir et engraisser la nouvelle bourgeoisie soviétique » (29). Ce thème sera repris et amplifié par *Chine Nouvelle* qui, en 1969, dénoncera « le projet (soviétique) de transformer les pays afro-asiatiques en colonies des nouveaux tsars, où ceux-ci pourront exporter leurs capitaux, piller les matières premières et écouler leurs marchandises » (29 bis). On comprend que Radio-Pékin ait appelé de ses vœux le jour où l'U.R.S.S. verra « se retourner contre elle son empire colonial impérialiste » (30).

Non moins « matérialiste » fut la riposte de l'orthodoxie « marxiste-léniniste ». D'après la *Pravda* du 16 février 1967, c'est l'échec lamentable du « grand bond en avant » qui explique la « propagande nationaliste, voire raciste » des maoïstes, leurs « prétentions territoriales envers l'U.R.S.S. », leur politique de génocide au Tibet et au Sinkiang, devenu « la prison des petits peuples », ainsi que leur « programme expansionniste » qui, d'après la *Pravda* du 2 septembre 1964, englobe la Birmanie, le Vietnam, le Siam, la Malaisie, le Népal, la province indienne du Sikkim, le Bhoutan, ainsi que la Corée, la Mongolie extérieure, l'Extrême-Orient soviétique, d'immenses espaces jusqu'au lac Balkash, enfin la Sakhaline. Dès 1964, les *Isvestija* (6 avril) avaient

(29) Cité par *Le Monde* du 24 décembre 1968.

(29 b) On croirait entendre les jérémiades de M. Pierre Jalée contre le « pillage du tiers-monde ». Mais *East is East and West is West* : ce penseur ainsi que les innombrables « théoriciens » de « l' » impérialisme (entendez : américain) semblent ignorer totalement ces importantes contributions du « marxisme » sino-albanais.

(30) Cité par *Le Monde* du 7 mars 1969.

supputé une certaine affinité entre Mao et Gengis Khan :

« Il n'y a pas longtemps, en Chine, on a célébré dans le plus grand appareil le 800^e anniversaire du conquérant sanguinaire Gengis Khan. Dans l'atmosphère d'ardeur chauviniste qui règne là-bas, cela n'a pas étonné. D'autant moins que le chauvinisme de grande puissance et l'engouement pour le passé féodal sont très proches du cœur de Mao. Dans l'un de ses poèmes, il chante Gengis Khan ».

Cinq ans plus tard, cette hypothèse est devenue une certitude. Comme le disait Ernst Genri dans la *Literatournaya Gazeta* (juillet 1969) :

« Ce n'est un secret pour personne que toute la politique extérieure de la Chine tend à la création d'un fantastique empire maoïste, du Pacifique à la mer Noire. Mao se considère comme l'héritier de Gengis Khan, sinon comme celui de Mahomet. Il entend inclure dans son empire des régions soviétiques d'Asie, la Mongolie, la Corée, le Vietnam, le Cambodge, le Laos, la Birmanie, l'Indonésie et par suite l'Inde, l'Orient arabe et d'autres territoires. Ces fantasmagories on ne peut les comparer qu'aux hallucinations racistes de Hitler ».

On comprend l'empressement avec lequel Moscou a communiqué aux chancelleries occidentales (à commencer par Bonn) ses inquiétudes devant la menace que les « nouvelles hordes tartares » (30 bis) font peser sur la paix du monde. Comme l'a dit si bien un journaliste de l'agence Novosti dans une « Libre opinion » (*sic*) publiée dans *Le Monde* du 2 avril 1969 : « Qui nous garantit que l'activité du groupe maoïste ne dépassera pas les frontières du continent asiatique ? » (31).

Mensonges ! répondent les Chinois : si les nouveaux tsars « font du vacarme à l'Est », c'est « pour attaquer à l'Ouest » (32). Ne crai-

(30 b) Evtouchenko a employé ces termes dans un poème publié dans la *Literatournaya Gazeta* en mars 1969.

(31) Georges Dadiants. « *La Frontière que nous défendons* ». Rappelons que cet éminent défenseur de l'Occident contre le nouveau « péril jaune » avait publié dans *Le Monde* du 20 septembre 1968 un impudent plaidoyer en faveur de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

(32) Chou En-lai : rapport au X^e Congrès du P.C.C. (août 1973). — Déplorons une fois de plus que les professionnels de « l'anti-impérialisme » s'obstinent à ignorer les avertissements de plus en plus solennels des dirigeants chinois. Rappelons aussi que d'après l'organe central du ministère albanais de la défense, *Luftetari* (cité par *Le Monde* du 2 mars 1971), l'Armée soviétique « a dégénéré en une armée impérialiste de type bourgeois » et « est devenue un instrument destiné à asseoir et à protéger le régime impérial révisionniste en recourant à la violence social-fasciste contre le peuple mécontent, à satisfaire, enfin, les visées expansionnistes de l'impérialisme soviétique. Devenue l'armée de la nouvelle dictature bourgeoise, elle n'est plus celle de la fraternité des nations, mais bien celle de l'oppression des nations ». Ajoutons que les deux « Grands » du « socialisme » s'accusent mutuellement de consacrer à la « course aux armements » plus de 40 % de leur revenu national.

gnant pas de « semer la confusion dans le milieu qui leur était acquis à gauche et susciter des sympathies douteuses chez les attardés de la guerre froide », ainsi que le notait un ancien confident de Mao (33), ils rappellent constamment aux Européens que 80 % des forces soviétiques sont concentrés en Europe et leur demandent de relancer la C.E.D. Comme le disait le vice-Premier ministre chinois Teng Hsiao-ping à Franz-Josef Strauss, président du principal parti conservateur ouest-allemand et ex-ministre de la Défense au temps de la guerre froide :

« Certains (les Russes) vous ont qualifié d'ennemi de la paix, de la sécurité et de la détente, et cela parce que vous avez pu découvrir leurs intentions. Nous, Chinois, avons été également qualifiés par ces mêmes personnes de bandits, d'aventuriers et de fauteurs de guerre. Notre rencontre à Pékin (janvier 1975) est donc de leur avis une rencontre de deux personnes les plus « mauvaises » au monde. Malheureusement, il existe trop peu de personnes aussi « mauvaises » que nous sur cette terre ».

La réponse « marxiste-léniniste » ne se fit pas attendre. Le 3 février 1975, l'ambassadeur soviétique à Tokyo mit en garde le gouvernement japonais contre la signature d'un traité de paix et d'amitié avec la Chine : « L'Union soviétique voudrait empêcher cela », écrit Robert Guillain dans *Le Monde* du 5 février 1975.

« Elle estimerait que la politique intérieure japonaise lui offre des possibilités de manœuvrer. Le Parti libéral-démocrate, Parti gouvernemental japonais, demeure en effet divisé sur la politique chinoise du Japon. Les partisans de Taiwan et de Tchiang Kai-

chek, battus en 1972 quand le Japon reconnut la Chine populaire, sont restés actifs et influents. Ils cherchent une revanche, ou au moins une possibilité de ralentir, sinon de saboter le rapprochement sino-japonais. La démarche de l'ambassadeur soviétique vient à point pour leur donner des armes »...

Je ne sais pas si, pour reprendre les termes de Paul Laurent, « le système socialiste mondial a permis au monde de s'engager dans la voie de la coexistence pacifique ». Ce qui me paraît certain, c'est qu'il est plutôt incompatible avec la coexistence pacifique entre les peuples « socialistes ». On reste ébahi devant les torrents d'« anticommunisme systématique » et « primaire » que déversent des propagandes de ces régimes identiques et incompatibles. Qui croire (comme dirait Pascal) : les Russes ou les Chinois ? *Ou les deux à la fois ?* Que penser de ces régimes socialistes « réels » qui changent de « nature de classe » comme on change de chemise et qu'on dirait perpétuellement en proie à des métamorphoses kafkaïennes ? Quel crédit peut-on accorder à des termes tels que « socialisme », « fascisme », « impérialisme » lorsqu'on les voit manipulés comme des pantins sans vie ?

Disons plutôt que la frontière entre le « socialisme » et son contraire est devenue imperceptible aux yeux du commun des mortels et espérons que, conformément au vœu de M. Paul Laurent, les socialistes, au lieu de la « considérer comme nulle et non avenue », ouvriront enfin les yeux sur la très riche « expérience » que ces deux bastions du « système socialiste mondial » ont tirée de leurs métamorphoses et de leurs relations réciproques.

KOSTAS PAPAIOANNU.

A propos d'une phrase et d'une mise au point du S.N.E.S.

LE 27 novembre 1974, *l'U.S. Informations*, organe du Syndicat national de l'enseignement secondaire (S.N.E.S.) affilié à la Fédération de l'Education nationale (F.E.N.), publiait avec, en surtitre « à propos d'une phrase », « une mise au point du S.N.E.S. ».

La phrase en question était extraite du livre d'André Harris et Alain de Sédouy : « Voyage à l'intérieur du Parti communiste ». Les deux journalistes ont été admis, le 11 février 1974, à assister à une réunion de travail d'une section du Comité central du P.C., la section des intellectuels et de la culture (la

S.I.C.). Roland Leroy présidait et parmi les présents figurait Pierre Juquin. Sujet à l'étude : la lutte contre l'anti-soviétisme dans les milieux intellectuels.

Au cours de la discussion, « Pierre Juquin, membre du Comité central du P.C.F. aurait déclaré (nous citons la mise au point du S.N.E.S.) : « Maintenant, nous dirigeons des grands syndicats et notamment le syndicat le plus touché par la réforme : le S.N.E.S. Nos camarades du S.N.E.S., sans consulter personne, ont dans les vingt-quatre heures réagi ».

Là s'achève la citation faite par le S.N.E.S. Sa mise au point nous fait savoir que le 15 oc-

(33) K. S. Karoldans *Le Nouvel Observateur*.

tobre, son secrétariat écrivit à Marchais pour lui demander des explications : les propos ont-ils été tenus ? sont-ils conformes à la position du P.C.F. ? Connaissance était donnée de la lettre à Leroy et à Juquin.

La réponse arriva, par porteur, le 5 novembre : au parti, on s'était donné le temps de la réflexion ! D'après le résumé fourni par le secrétariat du S.N.E.S. — qui n'a pas cru devoir publier le texte intégral des deux lettres reçues, l'une signée Leroy, l'autre signée Juquin — 1° « *la relation condensée d'une séance de travail a été faite par les auteurs de l'ouvrage, sous leur entière et unique responsabilité* » et « *sans relecture* » des intervenants ». 2° Leroy et Juquin « *tiennent à réaffirmer la position du P.C.F. en ce qui concerne l'indépendance des syndicats dans les termes, mêmes employés par le Secrétaire général de ce parti lors de son dernier congrès : « Nous considérons les syndicats comme totalement indépendants des partis. Les communistes qui militent dans leur sein le font quant à eux dans le respect strict de leur programme et de leurs statuts. Ils ne cherchent pas à en faire des courroies de transmission pour leur Parti* ».

Ces réponses enregistrées sans le moindre commentaire, la mise au point se poursuivait ainsi : « *Nous constatons par ailleurs que la lecture complète du chapitre de l'ouvrage dont il est question ci-dessus met en évidence que le S.N.E.S. a dans cette affaire conduit son action avec rapidité et totale indépendance* ».

UN DÉMENTI SANS FORCE

Bien qu'il ne soit pas de notre propos aujourd'hui de commenter l'attitude du S.N.E.S., mais celle du P.C., force nous est bien de constater que le secrétariat du S.N.E.S. s'est contenté de réponses qui ne démentaient rien.

Que les propos aient été publiés sous la seule responsabilité des deux journalistes ne veut absolument pas dire qu'ils n'ont pas été prononcés. Dans ce cas d'ailleurs, Juquin et Leroy auraient demandé à Harris et Sédouy de rectifier. L'affaire était assez importante pour que cette démarche fût faite. A notre connaissance, il n'en a rien été. Les deux journalistes assurent d'ailleurs qu'ils ont « *décidé de publier presque intégralement l'enregistrement de ces trois heures de réunion* » (p. 142). Il n'y a aucune raison de ne pas les croire. L'absence de démenti confirme qu'ils ont dit vrai. On dément des propos quand ils n'ont été enregistrés que dans des mémoires, voire dans des notes prises à la volée, non quand ils l'ont été sur bande magnétique et avec l'autorisation de ceux qui les ont tenus.

D'ailleurs, si le résumé présenté dans la mise au point est fidèle, la réponse contenait

deux admirables formules de style, de celles qui permettent d'indiquer au lecteur ce qu'on pense sans le lui dire vraiment : il ne s'agit pas des propos vraiment tenus, mais d'un « *condensé* » ; d'autres part, lesdits propos ont été tenus dans « *une séance de travail* », et dans une séance de travail on ne s'embarrasse pas de circonlocutions comme il est nécessaire de le faire en public. Les camarades du secrétariat du S.N.E.S. ne devaient donc pas s'appesantir trop sur l'incident. Tenus tels quels ou non, les propos de Juquin avaient bien eu le sens qui en ressort pour tout lecteur impartial.

LIBÉRALISME

Reportons-nous donc à l'ouvrage, nous serons payés de notre peine.

La réunion était présidée par Roland Leroy. Bien entendu, la « section » n'a pas choisi le thème de sa discussion, de sa recherche. Le Comité central, c'est-à-dire la direction du Parti, lui a confié une tâche très précise. « *Sur l'antisoviétisme, je suis de l'avis du Comité central, c'est-à-dire qu'on a réagi un peu tard* », déclarera Juquin quand il prendra la parole, ajoutant : « *Le Parti est touché chez les intellectuels* ». Voilà le thème. La direction a besoin que les spécialistes du travail parmi les intellectuels procèdent à « *l'analyse de la campagne antisoviétique et anticommuniste déclenchée à l'occasion de l'affaire Soljénitsyne* », comme le déclara Leroy dans son intervention liminaire, ceci, bien entendu, en vue de se défendre contre cette campagne et d'y répondre.

Il ne convient de retenir de cette longue intervention, près de quatre pages (et des points de suspension indiquent que les deux rapporteurs ont, pour alléger, pratiqué des coupures) que ce qui éclairera les propos de Juquin qui ont provoqué la réaction du secrétariat du S.N.E.S.

Toutefois, on ne résiste pas au plaisir d'épingler pour commencer — en hors-d'œuvre — cette profession de foi du préposé n° 1 du Parti au travail parmi les intellectuels.

« On ne me fera jamais dire que je souhaite la publication de *l'Archipel du Goulag* en Union soviétique. C'est un pamphlet anti-socialiste... et un écrivain ne doit pas se mettre au-dessus des lois de son pays. Ceci en rapport avec le refus de Soljénitsyne de déférer à la convocation du juge » (p. 143).

Un écrivain ne doit pas se mettre au-dessus des lois de son pays. Bel aphorisme qui pourrait conduire à peu près chaque jour quelque plumitif communiste en prison. Faire de l'anticapitalisme en France, c'est, de ce point de vue, tout à fait l'équivalent de faire de l'antisoviétisme en U.R.S.S.

« DES SOCIALISTES PLUS OU MOINS MINABLES »

Le problème qui semblait le plus préoccupant pour Roland Leroy était posé par l'attitude des socialistes. Ceux-ci essaient de reprendre à leur profit les thèmes que les communistes développent auprès des intellectuels, en se contentant de leur ajouter une nuance antisoviétique.

Mais citons :

« La dernière période a mis en évidence un fait politique. C'est que, dans l'Union de la gauche, l'insuffisance du Parti socialiste dans les questions culturelles, dans le travail en direction des intellectuels notamment, l'a conduit — c'est difficile à dire autrement — à essayer de pratiquer la politique du « coucou », à profiter de ce que nous avons une politique culturelle et de ce que nous avons une influence sur les intellectuels pour se glisser dans notre nid et utiliser notre influence en se différenciant de nous par un petit accent antisoviétique.

« On a vu la participation des socialistes à la Semaine de la pensée marxiste de Paris. Je continue de penser qu'on leur a fait une trop grande part, une trop grande place, et qu'on n'avait pas besoin de faire parler un socialiste, plus ou moins minable, tous les soirs ».

On nous permettra de couper la parole à Roland Leroy pour nommer ces socialistes plus ou moins minables qui prirent la parole à la Semaine de la Pensée marxiste, du 16 au 23 janvier 1974 : ils s'appellent Pierre Bérégovoy, Lionel Jospin, Georges Saada et Didier Motchane.

Ils savent maintenant en quelle estime les préposés communistes au travail parmi les intellectuels tiennent leurs talents (1).

Revenons à Leroy :

« Comment les socialistes essaient-ils de profiter de notre politique culturelle ? On observe une chose curieuse. C'est qu'ils essaient de la contourner, à la fois de droite et de gauche, en nous accusant d'être des retardataires, des tenants de l'héritage culturel, et en s'appuyant à la fois sur les éléments les plus réactionnaires de la F.E.N. et sur des hommes de théâtre ou de culture, entre guillemets, plus ou moins gauchissants, niant la création artistique » (p. 144).

(1) Un autre passage du compte rendu de la réunion de la S.I.C. montre comment les communistes jugent leurs partenaires.

Juquin rapporte ceci, à propos de la déclaration faite par le S.G.E.N., c'est-à-dire le syndicat général de l'éducation nationale affilié à la C.F.D.T. : « Sur le moment, je me suis dit : « Ça, c'est la démagogie de la C.F.D.T. et les stupidités de la C.F.D.T. » (p. 148)

À la réflexion, il s'est aperçu que la déclaration du S.G.E.N. était judicieuse, mais sa première réaction a été celle qu'on vient de lire. Il se peut qu'il y ait entente entre les formations de la gauche, mais assurément cette entente n'est pas cordiale.

Les remarques que suggère ce texte viennent en foule. Contentons-nous de constater qu'ils étaient loin de compte, les commentateurs qui pensaient que la méfiance envers les socialistes n'était venue aux communistes qu'à la suite du second tour des élections législatives partielles, le 6 octobre 1974, à la suite de l'indiscipline de quelques centaines d'électeurs de gauche qui n'avaient pas reporté leurs voix sur le communiste, Yves Péron, seul candidat de la gauche à ce second tour.

Comme si cette méfiance — le mot est faible — ne datait pas des origines mêmes du Parti communiste ! Comme si elle ne lui était pas en quelque sorte consubstantielle !

On voit là en tout cas que, huit mois avant les élections en question, Roland Leroy et ses congénères craignaient déjà (déjà et à nouveau) d'avoir tiré les marrons du feu pour les socialistes — ces « minables ».

LE P.S. ET LA POLITIQUE DE MOSCOU

A son tour, Pierre Juquin aborda le problème socialiste, et ce fut pour renchérir sur ce qu'avait dit Leroy, en donnant des exemples concrets empruntés essentiellement au domaine universitaire — qui est celui de Juquin :

« Sur le deuxième point — le Parti socialiste — alors-là, c'est tout à fait vrai qu'il essaie de pratiquer la politique du « coucou », et de nous coincer ».

L'adhésion au point de vue de Leroy (au point de vue du parti) est enthousiaste. Dès qu'on se trouve entre vrais communistes, on est toujours d'accord dans l'hostilité à la social-démocratie.

« D'abord, à propos de la réforme Fontanet... Les socialistes ont une ligne très claire qui consiste à coller à nous, et même à en rajouter un peu. Ils ont publié dans l'Unité un article saignant qui va plus loin que ce que nous avons publié !

« Par exemple, ce qu'ils publient sur « Reconstruire l'école », notamment dans leur presse intérieure est extrêmement élogieux pour nous. Il y a constamment cette remarque : « Les communistes ont beaucoup d'avance, il faut faire attention », etc. Alors, la politique dans les syndicats [de l'enseignement C.H.], puisque pour eux c'est là que cela se joue — et aussi en partie pour nous — cela consiste, au S.N.E.S. et au S.N.E. Sup. à être le plus possible dans les directions avec les nôtres... Dans le S.N.I. et la F.E.N., que les autonomes contrôlent, à jouer double jeu avec la fraction F.O. d'origine et en confiant à Chevènement et au C.E.R.E.S. le soin de diriger maintenant la bataille.

« Chevènement a publié dans *Frontière* un article très détaillé où il met les cartes sur la table, parce que, visiblement, les gens

n'avaient pas bien compris chez eux (*Rires*). Il dit : « on n'aura pas les communistes si l'on garde des positions du type de celles du S.N.I. Par conséquent, il n'y a que nous qui pouvons les combattre sur le terrain de l'école... ». Ils jouent vraiment sur les deux axes : la droite et la gauche » (pp. 146-147).

Là encore, si l'on ne se retenait, le commentaire serait sans fin. Deux remarques suffiront.

D'abord, même si Juquin exagère quelque peu, il a parfaitement raison quand il souligne ce qu'on pourrait appeler le sentiment d'infériorité de nombre de socialistes — surtout ceux de la « nouvelle vague » — à l'égard des communistes. Les communistes sont en avance ! Il faut faire ce qu'ils font ! Ce sentiment conduit tout uniment à l'imitation, une imitation qui n'échappe à la servilité que par la surenchère. Les nouveaux socialistes n'ont pas « repensé » le socialisme, les solutions ou attitudes socialistes. Ils croient suffisant de reprendre thèses et pratiques communistes, en leur ajoutant l'affirmation de la liberté, la dénonciation de la bureaucratie, sans se préoccuper (eux qui pourtant se veulent marxistes) si la société socialiste dont ils admettent que le schéma fondamental ne différera pas de celui que proposent les communistes, offrira un fondement *objectif* assez puissant (et dans quelle de ses parties) pour assurer le maintien et la promotion des libertés et de la démocratie.

En second lieu, Juquin manifestement se trompe en expliquant par on ne sait quel machiavélisme le double jeu auquel les socialistes paraissent se livrer. Il lui est difficile, à lui, communiste, de concevoir un parti autrement que sous les traits du Parti communiste, c'est-à-dire une organisation centralisée, dotée d'une direction unique, soumise à une discipline étroite et pratiquant de ce fait une politique qui peut varier dans le temps, mais qui revêt dans une période donnée une grande homogénéité. En réalité, et sans aller jusqu'à dire que le parti socialiste, c'est un peu la cour du roi Pétaud, force est bien de reconnaître qu'il est formé de tendances juxtaposées, ou tout au plus amalgamées, et que chacune, tout en suivant en gros la ligne du parti, poursuit sur bien des points sa politique propre. On trouve au parti socialiste nombre de militants qui approuvent et épousent la politique de la majorité autonome du S.N.I. et de la F.E.N. C'est eux d'ailleurs que Chevénement vise quand il dit qu'il ne faut pas garder « des positions du type de celles du S.N.I. ». Lui et ses amis du C.E.R.E.S. pensent qu'en ce domaine comme en bien d'autres il faut essayer de déborder les communistes sur leur gauche.

Ce ne sont pas là deux aspects complémentaires d'une politique de double jeu, mais

deux politiques différentes qui cohabitent tant bien que mal dans le même parti (pour combien de temps ?).

LE P.C. DIRIGE LE S.N.E.S.

La politique de la gauche du parti socialiste irrite manifestement Juquin, mais le plus urgent pour lui est ailleurs. « Je suis donc pour qu'on ne s'excite pas trop et que nous continuions à développer notre ligne », concluait-il avant d'en venir à ce qui lui paraissait le plus important : « La réforme Fontanet ».

« Les camarades savent ce que j'en pense [de la réforme Fontanet], mais nous sommes dans une situation difficile : d'abord, ce n'est plus du tout la même chose qu'au moment de la réforme Fouchet. Au moment de la réforme Fouchet, nous étions dans l'opposition partout, y compris dans l'opposition syndicale. Maintenant, nous dirigeons de grands syndicats et notamment le syndicat le plus touché par la réforme, le S.N.E.S. Nos camarades du S.N.E.S. sans consulter personne, ont, dans les 24 heures, réagi avec une violence extraordinaire à la réforme Fontanet. En employant des termes que, moi, je condamne — je le dis très tranquillement — des termes tels que : « Aggravation de la sélection », « aggravation de la ségrégation sociale » (c'est déjà pas la même chose, d'ailleurs...), « abaissement du niveau », etc...). Moi, je dis que tout cela est pour le moins indémontrable. Il faut dire que le S.N.E.S. fait cela au moment où il prépare, avec grand succès, des assises locales et départementales de l'enseignement du second degré. Alors nous nous trouvons devant le fait accompli » (p. 147).

Juquin s'engage alors dans une longue exploration théorique dont la clarté n'est pas le trait dominant, mais qui présente un très grand intérêt car elle est fort révélatrice de la démarche intellectuelle des communistes : il s'agit toujours pour eux de trouver l'origine de toute chose, ici des projets de réforme scolaire, dans l'infrastructure économique, dans les rapports des forces productrices. Malheureusement, les indications que fournit l'analyse de ces forces et de leurs rapports sont pour le moins confuses, ambiguës, à peu près aussi obscures que les vociférations prophétiques de la Pythie delphique. Si les interprètes n'avaient déjà, plus ou moins consciemment, une idée préconçue au moment où ils se penchent sur eux, ils n'en sortiraient pas grand chose. La ligne du parti est là pour servir de boussole ou de point de repère. Dociles, les réalités économiques se plieront au centralisme démocratique qui veut que les décisions prises au sommet soient impératives et exécutoires pour tous : elles confirmeront toujours la ligne du parti.

La difficulté apparaît quand cette ligne est hésitante, soit parce que le parti est lancé dans une opération délicate aux aspects contradictoires (type lutte contre le parti socialiste à la faveur de l'union de la gauche), soit parce qu'on est à la veille ou au lendemain d'un « tournant » et que deux interprétations différentes des faits économiques se chevauchent.

Cette dualité est sensible ici.

Les uns, considérant que le parti est dans l'opposition — et une opposition systématique, destructive, guidée par la consigne de tout trouver mal et de tout aggraver — ont eu, c'est Juquin qui le dit, « une réaction politicienne et subjectiviste. Au lieu de dire d'abord : essayons d'analyser objectivement, scientifiquement ce qu'est la réforme Fontanet, on a d'abord dit : « Comment va-t-on riposter devant les masses à la réforme Fontanet ? » (p. 147). Ceux-là ont tout de suite trouvé une explication « purement économiste » de la réforme proposée : le grand capital a imposé cette réforme qui lui permettra d'avoir une main-d'œuvre et des cadres plus productifs et plus dociles. D'où le mot d'ordre immédiatement lancé « A bas la réforme Fontanet ! » « C'est commencé », constatait Juquin ! *L'U.N.E.F. y appelle et le S.N.E.Sup...* » (p. 149)

Les autres (mais Juquin parle comme s'il était seul ou presque) se placent dans l'optique du « Programme commun de gouvernement ». Peut-être sont-ils convaincus, comme Juquin commence par le dire, qu'un tel mot d'ordre : « A bas la réforme Fontanet ! » « ne passera pas devant les masses » (et de commenter : « Plus de redoublement, tous les gosses dans la même sixième, un corps unique de maîtres dans les C.E.S., etc. et on va se lancer avec « A bas la réforme Fontanet ! »). Il était quant à lui beaucoup plus que scepti-

que : « Je suis en désaccord complet sur ce mot d'ordre ». Mais son désaccord semble dicté par une autre raison que l'inefficacité probable du mot d'ordre incriminé. Il est arrivé bien souvent que le Parti lançât et maintînt des mots d'ordre qui n'étaient pas mobilisateurs quand le respect de la « ligne » les rendait obligatoires.

C'est au nom d'une autre ligne que celle de l'opposition systématique (« au moment de la réforme Fouchet, nous étions dans l'opposition partout, y compris dans l'opposition syndicale », a déjà dit Juquin) que Juquin propose de chercher un autre mot d'ordre.

« Quand on réfléchit de façon gouvernementale », assure-t-il (c'est-à-dire quand on considère les choses dans la perspective d'une arrivée prochaine au pouvoir de la gauche alliée aux communistes, des communistes alliés à la gauche) « ça sera beaucoup plus facile de faire la réforme prévue par le Programme commun, avec ces C.E.S.-là, qu'avec ceux qu'on avait eus jusqu'à présent. Ils nous préparent le terrain » (p. 149).

Peut-être est-ce faire tort à Juquin de dire que son attitude est typiquement social-démocrate (au sens où social-démocrate signifie interprétation du marxisme à la manière de Kautsky et du socialisme réformiste). Et la justification économique qu'il en donne présente le même caractère. Elle pourrait se résumer ainsi : le capitalisme n'est pas monolithique, homogène, il existe en son sein des forces divergentes ; certaines d'entre elles sont encore progressistes ; le système a encore des facultés créatrices. « Il ne faut pas non plus penser que c'est la dernière adaptation possible pour les monopoles : il y a encore le Japon et la Suède. Ils ont l'école jusqu'à 18 ans (rires). Il y a encore à faire » (p. 149).

LE CARACTÈRE PROGRESSISTE DU CAPITALISME

Qu'on n'aille pas croire cependant que Pierre Juquin innove, ni qu'il dévie. C'est périodiquement que, pour les besoins de sa politique, le parti redécouvre ainsi le caractère « progressiste » du capitalisme, et l'œuvre de Marx lui fournit d'innombrables citations pour justifier cette position (« *Même Marx est dithyrambique sur certains points* », a rappelé Juquin dans son intervention). C'est ainsi qu'à la fin de 1959 et dans les premiers mois de 1960, quand s'esquissa un nouveau rapprochement entre la France et l'U.R.S.S., concrétisé par le voyage de Khrouchtchev en France, on découvrit à nouveau qu'il y avait un capitalisme conservateur et rétrograde, mais aussi un capitalisme encore dynamique et dont les intérêts coïncident pour un certain temps avec ceux de l'émancipation des peuples (ou de la révolution). C'était ce

Tous les renseignements contenus dans EST et OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin.

capitalisme-là que représentait le général de Gaulle quand il reconnaissait le droit des Algériens à l'autodétermination, s'opposait à l'impérialisme américain, se rapprochait de l'Union soviétique.

Quand vint le revirement, ces interprétations favorables de la politique gaulliste servirent à justifier des épurations au sommet du parti dont les raisons profondes étaient vraisemblablement très différentes. Le précédent n'est pas rassurant pour Juquin. S'il venait à tomber en disgrâce, on pourrait l'accuser, pour peu que la « ligne » du moment s'y prêtât, de déviation social-démocrate. Rien pourtant ne permet de dire que les propos enregistrés par Harris et Sédouy étaient ceux d'un déviationniste. Il est très vraisemblable que la direction du parti étudiait alors certaines modifications de sa ligne.

« Je propose qu'on fasse très rapidement une réunion de la Commission de l'enseignement, bien plus tôt que celle qui était prévue, de façon qu'elle se tienne avant les assises nationales du S.N.E.S. Je propose que Roland [Leroy] la préside, que je fasse un rapport général — pas seulement sur la réforme Fontanet, sur toutes ces questions — et qu'ensuite nous le publiions. Il faut bien voir la situation où nous sommes... Dans l'expression publique des choses, nous sommes bien obligés de montrer une certaine prudence. Nous ne voulons pas décoller par rapport au S.N.E.S. Il faut incurver un peu... c'est un problème très, très sérieux, la réforme Fontanet... Parce que cela dépasse la réforme Fontanet... C'est toute notre attitude sur la politique actuelle qui est en question » (p. 149).

Une telle phrase n'aurait vraisemblablement pas été prononcée, ou alors elle aurait été relevée aussitôt par Roland Leroy si elle n'avait pas correspondu aux intentions de la direction du parti.

LA DIFFICULTE DE GOUVERNER LES ORGANISATIONS DE MASSE

Les propos que Juquin a tenus concernant le S.N.E.S. sont caractéristiques à la fois de la conception communiste du rôle des organisations de masse et des difficultés auxquelles le parti se heurte dans la pratique pour les gouverner.

Juquin se plaint que le S.N.E.S. ait réagi trop vite (le S.N.E.Sup et l'U.N.E.F. également) sans en avoir référé aux organes compétents du parti en sorte que celui-ci s'est trouvé devant le fait accompli. D'où la proposition de redéfinir la position du parti avant les Assises nationale du S.N.E.S. afin que la fraction communiste de ce syndicat (où elle dispose de la majorité) sache exactement ce qu'elle devra proposer. Mais, du fait de cette précipitation du S.N.E.S., le parti n'est plus

entièrement libre. Il devra se contenter d'« incurver » son attitude en matière de réforme, non de la modifier brusquement de façon trop sensible. La direction communiste du S.N.E.S. se trouverait dans une situation délicate et le S.N.E.S. pourrait être amené à « décoller » du parti : autrement dit, il y aurait entre les deux une divergence — presque une « contradiction » — que pourraient utiliser ceux qui veulent détacher le S.N.E.S. du parti.

[Les dirigeants communistes du S.N.E.S. ne sont pas les seuls à avoir réagi trop précipitamment. Juquin fait la même constatation aux journalistes communistes. « *L'Humanité*, devant cette situation, a été amenée à demander tout de suite qu'on couvre le terrain. On l'a couvert par un article mi-figue, mi-raisin, qui est jugé, par le S.N.E.S. comme très insuffisant et que je juge pour ma part un peu imprudent » (p. 147).

Deux jours plus tôt, interrogé par les deux mêmes enquêteurs, Juquin avait été plus sévère. « Prenez la réforme Fontanet : 48 heures après qu'on l'a rendue publique, il faut que l'Humanité prenne position... l'article qui a été publié tout de suite, parce qu'il fallait occuper le terrain, n'était pas bon. Celui de la semaine prochaine sera meilleur. On est souvent obligé de rectifier le tir » (pp. 137-8)].

Changer d'attitude quand il s'agit du parti lui-même ne va déjà pas sans problème. A plus forte raison lorsqu'il s'agit d'une organisation de masse, surtout si l'organisation en question n'est pas encore très solidement tenue en main par le parti.

La C.G.T. ne pose à peu près aucun problème de ce point de vue ni au niveau confédéral, ni au niveau de la plupart de ses fédérations et de ses Union départementales.

Il n'en va pas de même au S.N.E.S. Les communistes y détiennent la majorité, c'est vrai, mais cette majorité est relativement précaire.

Tous les deux ans, les membres du syndicat (selon une pratique courante à la F.E.N.) participent (par correspondance) à un vote d'orientation, chaque tendance constituée au sein de l'organisation présentant son texte. C'est d'après les résultats obtenus que sont répartis les sièges à la Commission administrative, puis au Bureau national.

LES TENDANCES AU S.N.E.S.

On compte cinq tendances au S.N.E.S., leur nombre étant encore plus élevé en d'autres syndicats de la F.E.N.

— la tendance *Indépendance et démocratie*, autrement dit la tendance autonome, d'inspiration républicaine, laïque et socialiste, qui détient toujours la majorité dans la F.E.N. (I. et D.);

— la tendance *Unité et action*, dirigée par les communistes (U. et A.);

— la tendance *Ecole émancipée*, syndicaliste révolutionnaire et communiste de gauche (E.E.);

— la tendance *Rénovation syndicale* (R.S.), formée par des militants en rupture avec le P.C., des membres du P.S.U., des « maoïstes », bref un amalgame très mai 1968;

— la tendance *Front unique ouvrier* (F.U.O.), trotskiste, de la nuance O.C.I.-A.J.S. (majoritaire à l'U.N.E.F.), (F.U.O.).

Ces dernières années, les résultats obtenus ont été les suivants (en 1971 et 1973, les tendances *Ecole émancipée* et *Rénovation syndicale* ont fait liste commune). Nous groupons donc dans la même colonne, y compris pour 1969, les résultats qu'elles ont obtenus. (Notons que le pourcentage des votants est tout juste bon : un peu moins de 60.000 en 1973 pour 85.000 inscrits, soit 70 %).

	U et A	I et D	EE+RS	FUO
	%	%	%	%
1969	57,6	23,3	14,3	4,6
1971	55,1	20,7	15,9	8,1
1973	59,7	15,7	17,3	7,2

De prime abord, la position des communistes paraît solide, d'autant plus que l'opposition est divisée. Impression renforcée si l'on considère qu'à la C.A. leur tendance a 41 sièges contre 27 et au bureau 13 contre 7.

Il faut toutefois tenir compte du fait que, pour avoir la majorité, la tendance qu'ils ont organisée dans le S.N.E.S. comme dans l'ensemble de la F.E.N. a dû accepter, jusque dans ses organes directeurs, des hommes qui ne sont que des sympathisants, des « compagnons de route ». Or, aujourd'hui, (en par-

ticulier depuis l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie, l'affaire Soljénitsyne et ses diverses péripéties), ces hommes expriment des divergences et ne sont plus aussi faciles à « manipuler » qu'en d'autres temps. D'autre part, les minoritaires du S.N.E.S., non seulement ont le droit de s'organiser en tendances, contrairement à ce qui se passe dans la C.G.T., mais sont réconfortés, encouragés, du moins pour ce qui est des autonomes, par le fait que les militants de leur tendance sont majoritaires dans l'ensemble de la F.E.N.

Aussi, les communistes du S.N.E.S. sont-ils tenus à beaucoup plus de précautions que leurs camarades de parti qui dirigent la C.G.T.

On comprend qu'ils aient été gênés quand on leur a mis sous les yeux la déclaration de Juquin. Ils se sont habilement tirés d'affaire, ainsi qu'on l'a vu, en s'emparant de quelques autres phrases de Juquin. Puisque Juquin s'est plaint, en gros, que le parti eût été mis devant le fait accompli, c'est donc que le S.N.E.S. a agi de lui-même, sans en référer au parti, en pleine indépendance.

Resterait à voir si, sur une longue période, les prises de position indépendantes l'emportent sur les autres.

En tout cas, on a ici un exemple assez remarquable d'une part de la volonté constante du Parti communiste de mettre la main sur les « organisations de masse », de leur faire soutenir sa politique, de faire sa politique à travers elles, d'autre part de ce que requiert d'habileté technique et d'inlassable vigilance le gouvernement — la manipulation — de ces organisations, tant que le parti ne s'y est pas créé, comme à la C.G.T., des situations inexpugnables.

Claude HARMEL.

Paul VI et le monde communiste d'après l'ouvrage de R. Raffalt "Où va le Vatican ?"

EST & OUEST a déjà présenté de nombreuses études sur l'Eglise catholique, et son attitude envers le communisme, ou, à l'inverse, sur la stratégie suivie par les P.C. dans leurs rapports avec l'univers catholique.

Les travaux d'Hervé Leclerc ont particulièrement éclairé aussi bien la position de l'Eglise de France sur cette question capitale que sur les objectifs communistes (1).

(1) Rappelons entre autres *Est et Ouest* n° 491 du 16-30/06/72 — n° 518 du 1^{er}-15/11/73 et n° 523 du 16-31/01/74 — n° 532 du 1-15/06/74.

L'intérêt de ces contributions n'échappe à personne, la confrontation de ces deux conceptions globales de la vie, dont les formes d'organisation ont été souvent comparées, ne pouvant laisser indifférent. Aussi le livre de l'Allemand Reinhard Raffalt : « *Où va le Vatican* », sous-titré « *Le Pape entre la religion et la politique* », dont il n'existe malheureusement pas encore de traduction française, en fournissant un apport très riche, sous un volume finalement réduit, à l'historique et à la compréhension de ces relations, devait-il être tout particulièrement signalé. La personnalité

de l'auteur — organiste puis bibliothécaire à Rome, avant de devenir responsable d'instituts culturels allemands en Asie et en Afrique — sa connaissance profonde du Vatican et de ses plus hauts dignitaires, confèrent un poids particulier au jugement nuancé, mais précis, qu'il porte sur l'action de Paul VI en ce domaine. Ce qui ne retire rien, au contraire, aux autres parties de son ouvrage, exhaustif bien que limité à 300 pages, et qui apprend beaucoup de choses sur le Saint-Siège, sans sombrer ni dans la vulgarisation, ni dans le pédantisme.

Le chapitre consacré à l'Ostpolitik vaticane s'intitule significativement : « *Hamlet sur le Saint-Siège* », ce qui aurait aussi bien pu figurer en exergue de l'œuvre entière. Un utile rappel de la conviction de Pie XII — le communisme constitue un malheur pour l'humanité — et des conséquences qu'il en tira — l'excommunication de tout catholique s'affirmant communiste, le refus de tout contact avec un système de pensée « *intrinsèquement pervers* » — montre quel chemin l'Église a parcouru sous l'ancien collaborateur de Pie XII, Monseigneur Montini, devenu Paul VI. Pour ce dernier, le communisme représenterait un espoir, réalisant plus de justice sociale que le capitalisme ne l'a jamais fait. L'évangile ne prêche-t-il pas la justice sur terre ? Ne serait-il donc pas impossible d'influer prudemment sur les communistes, en leur suggérant l'idéal chrétien de vie communautaire ? À la vision manichéenne de Pie XII, Paul VI a opposé une conception pragmatique : l'athéisme du communisme n'implique pas son incapacité à remplir les exigences sociales de l'évangile. Pie XII offrait la certitude aux fidèles ; Paul VI s'est convaincu de la nécessité de contribuer prioritairement à l'amélioration des conditions de vie terrestres de l'humanité (2).

AVANT L'ÉLEVATION AU PONTIFICAT

Il y a évidemment une sorte de préhistoire des rapports de Paul VI avec les P.C., du temps où il s'appelait Montini. L'origine en revient à Palmiro Togliatti, le dirigeant du P.C. italien, dès son retour au pays après dix-huit ans d'exil et l'écroulement du fascisme. Togliatti proclama son intention de rechercher la collaboration avec le Vatican, en dépit des divergences idéologiques. Aujourd'hui, bien des observateurs feignent de voir dans ce qu'on a baptisé « grand compromis historique » une nouveauté. Il n'en est rien, et Togliatti poussa très loin son approche du Saint-Siège — en direction de Monseigneur Montini, l'antifasciste le plus déclaré du Vatican, aux sympathies

socialistes non dissimulées. Le contact s'établit par l'intermédiaire d'un prélat nommé Giuseppe de Luca, ami personnel du leader communiste. Pie XII fut informé du fait, et réagit avec vigueur. Malgré son estime marquée pour Montini, il l'éloigna aussitôt du Vatican, en le plaçant à la tête de l'archevêché de Milan, promotion apparente, en réalité poste délicat et qui écartait son titulaire de toute influence sur la direction générale des affaires de l'Église. La consécration en tant qu'archevêque de Montini, découlant de sa nomination, fut ignorée par Pie XII, qui n'y assista pas. De plus, l'archevêque de Milan était traditionnellement élevé à la dignité de cardinal. Ce ne fut que sous Jean XXIII que Montini reçut la pourpre.

Une longue amitié unissait Roncalli, le futur Jean XXIII, et Montini. Jean XXIII fit discrètement savoir, environ une année avant sa mort, qu'il entendait avoir pour successeur, et ouvrit de plus à Montini la voie du dialogue avec le monde communiste, par la fameuse encyclique « *Pacem in terris* » du 10 avril 1962, où certes le communisme n'était pas ouvertement nommé, mais où on le considérait comme en pleine évolution dialectique, et n'étant plus identique à la doctrine de Karl Marx, bien qu'en ayant conservé les principes. « *Pacem in terris* » avait été précédée par la célèbre réception en audience privée du gendre de Khrouchchev, Alexis Adjoubei, que Jean XXIII termina par ces mots : « *Seules nous séparent des conceptions opposées. C'est peu de chose* ».

Le dialogue instauré par Jean XXIII ne visait dans son optique qu'au rapprochement avec l'Église orthodoxe, dessein qui lui tenait particulièrement à cœur. Mais 92 % des chrétiens orthodoxes vivaient sous régime communiste. De difficiles négociations s'engagèrent, d'une part avec le patriarcat de Moscou (subordonné au gouvernement soviétique), d'autre part avec Athenagoras, patriarche de Constantinople, en principe porte-parole de toute l'orthodoxie. Le but recherché était d'assurer la participation d'observateurs orthodoxes au concile projeté pour l'automne 1962. Le plénipotentiaire du secrétariat pontifical pour l'unité des chrétiens, J. Willebrands, alla à Moscou négocier avec l'archevêque Nicodime. Il s'ensuivit une manœuvre sordide des Soviétiques, qui aboutit à l'élimination des représentants d'Athenagoras du concile. Le Vatican consentit là un premier sacrifice aux communistes. Le pontificat de Paul VI suivit la voie ainsi ouverte, rencontrant les vœux du Kremlin, soucieux de s'assurer « la possibilité d'amener l'Église romaine, à travers l'œcuménisme, à faciliter l'acceptation du fait communiste par l'opinion catholique des pays satellites et, d'une manière plus générale, à conduire le Vatican sur des positions diplomatiques convergeant avec celles de l'U.R.S.S. dans le domaine

(2) Cette définition de la conception de Paul VI n'apparaît pas comme contradictoire avec les déclarations faites par lui le 30/04/71 à un pèlerinage d'ouvriers allemands (rappelé par Hervé Leclerc, Est et Ouest n° 491, 16-30/06/72).

du désarmement et du maintien de la pax sovietica » (Hervé Leclerc, *Est et Ouest*, n° 518).

OUBLI

Un exemple particulièrement frappant du nouvel esprit de conciliation avec Moscou fut offert à l'occasion du synode épiscopal à Rome, à l'automne 1971. Paul VI avait laissé présenter à l'assemblée un thème de délibération, « *justice et paix* ». Le projet formulé par le Vatican indiquait une forte tendance anticapitaliste, et se limitait à traiter de l'injustice causée aux Etats sous-développés par les nations technologiquement évoluées. Un dignitaire ecclésiastique estima alors qu'il y avait un grave oubli, et le 20 octobre 1971, prit ses responsabilités face à ses pairs : il s'agissait de l'archevêque Maxime Hermaniuk, métropolite des Ukrainiens en exil au Canada, qui déclara : « *Il me paraît très surprenant que dans le projet et dans l'exposé de base, il soit question de toutes les formes possibles d'injustice : politique, culturelle, économique et internationale, mais non pas de l'injustice la plus lamentable pour un chrétien, la persécution de l'Eglise du Christ* ». Dans tout le document, l'expression « *persécution de l'Eglise* » n'est pas employée une seule fois ». Hermaniuk parlait pour les fidèles demeurés en U.R.S.S. de l'Eglise catholique ukrainienne, persécutée sous les tsars comme sous le communisme et faisait ouvertement allusion aux événements de l'année précédente.

L'ÉGLISE UKRAINIENNE

En 1970, en effet, le nouveau patriarche de Moscou, Pimène, avait annoncé au cours de son intronisation que l'Eglise catholique ukrainienne n'existait plus. Le cardinal Willebrands, le négociateur pontifical de 1962, envoyé officiel de Paul VI à la cérémonie, ne réagit pas sur le coup, pas plus d'ailleurs qu'après son retour à Rome. Pour le gouvernement soviétique, une longue bataille était enfin remportée. On sait que l'U.R.S.S. s'affirme Etat athée. Cependant, une partie difficilement recensable de sa population demeurant attachée au christianisme, celui-ci jouit d'une tolérance plus ou moins évidente. La forme de religion courante, c'est l'orthodoxie russe, sous contrôle de l'Etat. L'annexion de la Lituanie a amené une certaine minorité catholique dont la croyance romaine a été « tolérée » dans la mesure où elle conservait le rite latin et demeurait un épiphénomène.

Il n'en allait pas de même pour les Ukrainiens. En 1596, la nation ukrainienne avait décidé de réintégrer le sein de l'Eglise catholique. Depuis cette date, les tsars s'étaient évertués, au moyen de sanglantes persécutions, à la ramener à l'orthodoxie. Sans succès. Leur

politique fut poursuivie par les Soviets qui parvinrent en définitive à modifier l'attitude de Paul VI. Le Saint-Siège avait en effet toujours accordé aux fidèles ukrainiens le droit de désigner leur grand archevêque et le dernier en date, Joseph Slipyi, se vit même élevé à la dignité de cardinal, en 1965. Slipyi après dix-sept années de détention dans les camps soviétiques (il avait échappé de peu à l'exécution) fut relâché sur l'intervention de Jean XXIII et autorisé à émigrer à Rome. Le jour même de son élection sur le trône de saint Pierre, Paul VI rendit visite à Slipyi, ce qui revenait à proclamer sa solidarité avec l'Eglise ukrainienne.

SUCCÈS SOVIÉTIQUE

Slipyi dirigeait en fait une communauté fort importante de fidèles émigrés au Canada, aux U.S.A., en Australie, principalement. La hiérarchie de son Eglise s'adressa au pape en juin 1971, au nom de toute la communauté, pour lui demander de nommer le grand archevêque patriarche, dignité dont Slipyi exerçait déjà en réalité les fonctions. Le 7 juillet, Paul VI rejetait cette suggestion, la considérant comme « impossible, tout au moins pour le moment ».

Ce refus entraîna une véritable épreuve de force entre l'Eglise ukrainienne et le Vatican, en octobre 1971, dont l'incident suscité par le métropolite Hermaniuk au synode ne constitua qu'une des manifestations. Slipyi convoqua un synode ukrainien particulier, comme c'était d'ailleurs son droit. Paul VI le fit déclarer illicite. Malgré cette opposition, le synode de Slipyi se réunit, et exerça effectivement une influence sur les travaux du concile. Paul VI devait s'en souvenir et un an plus tard prit sa revanche. En novembre 1972, le secrétaire d'Etat du Vatican, le cardinal Villot, adressa aux évêques ukrainiens de par le monde un mandement les informant notamment que : « *L'Eglise ukrainienne n'a plus d'autorité au-dessus de ses évêques — en dehors du Saint-Siège* ». Le cardinal Slipyi se voyait par là retirer toute autorité, son Eglise y perdait toute autonomie. Le vœu des Soviétiques était ainsi exaucé.

GESTES DE BONNE VOLONTÉ

L'Ostpolitik vaticane, dont la liquidation de l'Eglise ukrainienne représente un résultat caractéristique, impliquait de tels sacrifices. On a prêté à l'archevêque Casaroli, celui qui a été surnommé « le ministre des Affaires étrangères du Saint-Siège » le mot suivant : « S'il nous est donné de poursuivre sans entrave cette Ostpolitik sur quinze années, la Russie deviendra chrétienne, peut-être même catholique ». Quoi qu'il en soit, la ligne actuelle du

Vatican a été maintenue, malgré tous les avatars. Paul VI, certes, a toujours été conscient que l'orthodoxie russe était devenue un organisme de l'Etat soviétique. Il a reconnu que la position des catholiques d'U.R.S.S. était particulièrement précaire du fait qu'ils rejetaient la forme de christianisme tolérée par l'Etat. Pragmatique avant tout, le Saint-Père a pris son parti de concessions capitales pour améliorer les relations entre le Vatican et le Kremlin. Ainsi en est-il allé pour l'Eglise catholique ukrainienne, mais aussi pour les nominations d'évêques en Lituanie, les choix soviétiques étant approuvés par Rome, malgré leur critère de contrôle politique. Lorsqu'en mai 1972, un étudiant ukrainien se brûla publiquement pour protester contre l'oppression envers l'Eglise, le silence du Vatican fut éloquent. De même, le comportement méprisant des Soviétiques à l'égard de l'archevêque Casaroli lors de la signature du traité de non-prolifération des armes nucléaires à Moscou fut accueilli sans réaction. Mutisme également à l'occasion des persécutions communistes contre de petites communautés protestantes ou contre des écrivains croyants russes. Des gestes plus marqués de bonne volonté militante en faveur des vues soviétiques ne se comptent plus : les cardinaux Beran, de Prague ; Mindszenty, de Budapest, ont été éloignés de leurs pays, puis écartés de toute influence, du fait de leurs intransigeance face aux gouvernements locaux.

VISÉES SOVIÉTIQUES

Dans le domaine de la politique internationale, sans évoquer le délicat problème palestinien, il suffit de rappeler la position de Paul VI sur la guerre du Vietnam. Quand le catholique Van Thieu, président de la République du Sud-Vietnam, se rendit à Rome, il fut traité avec un manque d'égards non dissimulé. Par contre, le chef de la délégation du Nord-Vietnam à la Conférence de Paris, Xuan Thuy, se vit honorer par le Pape d'une mention nominale en audience générale, le Pape rendant à cette occasion hommage à la volonté de paix d'Hanoï. Ces évocations rapides amènent à envisager les relations vaticanes non plus seulement avec Moscou, mais avec l'ensemble du monde communiste. Les échecs retentissants de Rome dans les pays soumis aux Soviétiques proviennent pour une part essentielle d'une erreur d'analyse de la position de Moscou. Le Kremlin redoute que des contacts Orthodoxie - Saint-Siège puissent se traduire par une influence éventuelle du catholicisme en U.R.S.S. Pour empêcher tout phénomène de ce genre, il a inversé la situation. Une réunification des deux Eglises doit aboutir, à son point de vue, à une influence des patriarches orthodoxes sur l'ensemble du monde ca-

tholique. A la rigueur, Moscou reconnaîtrait un primat honorifique du Saint-Siège, en échange d'une audience assurée de l'orthodoxie sur le fonctionnement de l'Eglise en sa totalité. Jusqu'à ces derniers temps, il ne semble pas qu'on ait enfin admis à Rome que telle était la conception soviétique des choses.

Paul VI a vu plutôt l'U.R.S.S. sous la forme de la Sainte Russie utopique à la fois chrétienne et socialiste. L'immoralité du mode de vie capitaliste le choquant, les limitations de liberté entraînées par le collectivisme lui ont paru secondaires par rapport à la plus grande moralité du socialisme. L'athéisme des Russes l'a préoccupé, mais il est parti du principe que la négation de Dieu confronte ses auteurs en permanence au problème de son existence. Là réside le point faible de la pensée pontificale : la sous-estimation de la volonté de domination des communistes, l'aveulement sur le caractère global de leur doctrine, centre et accomplissement de l'histoire universelle.

AVEC LES COMMUNISTES CHINOIS

C'est avec une bonne volonté égale et une interprétation tout aussi incomplète de leur idéologie que Paul VI s'est tourné vers les communistes chinois. Ici s'impose un historique rapide des rapports entre la Chine rouge et le catholicisme, dégagant des traits particuliers assez originaux. A peine au pouvoir, les communistes persécutèrent l'Eglise, s'attaquant à leurs compatriotes convertis comme aux missionnaires étrangers qui furent expulsés massivement. Après quelques années de fermetures d'écoles et d'hôpitaux catholiques, de saisies d'imprimés religieux et de suppressions d'emplacements du culte, le nombre des fidèles chinois était évalué à environ 3 millions, en diminution constante. Mais Pékin estimait leur existence si préoccupante qu'il fut créé une Eglise nationale chinoise, qui se proclama expressément indépendante de Rome, et fidèle à l'Etat communiste. A compter de 1957, 45 prêtres chinois furent consacrés évêques, sans que le Pape en fut même informé. A Rome, on observa le mutisme à ce sujet, sans reconnaître, ni excommunier, ces dignitaires nationaux. De la sorte, on ne fermait pas la porte en cas d'évolution de la situation. Survint la révolution culturelle, qui aboutit à l'interdiction totale du culte. Jusqu'en 1965, tout parut sans espoir.

Mais cette année-là, Paul VI fit les premiers pas, en approuvant, dans le célèbre appel à la paix devant l'O.N.U., l'entrée de la Chine aux Nations-Unies. Comme justification au point de vue des intérêts religieux de ce geste, on soutenait au Vatican que les schismatiques chinois ne recrutant pas, le problème

de l'Eglise nationale chinoise disparaîtrait de lui-même. Le Pape attendit en vain que Pékin marquât sa reconnaissance, et subitement, il éleva la représentation apostolique à Formose au rang de nonciature, ce qui revenait à prendre acte de la souveraineté des nationalistes chinois sur un territoire revendiqué par Pékin. On en revenait à une attitude qui n'aurait pas déplu à Pie XII. En 1966, par contre, nouveau pas en avant vers Mao : à l'occasion de la commémoration des six premiers évêques chinois, le Pape déclarait en la basilique Saint-Pierre que la jeunesse de Chine devait savoir : « avec quel souci et quel amour nous considérons son élan actuel vers les idéaux d'une vie unie et prospère ». Cette sollicitation demeura elle aussi sans réponse.

ACCORD SUR LE TIERS-MONDE

En 1971, la Chine communiste fut admise à l'O.N.U. Le Vatican salua l'événement par un commentaire mesuré — expression de contentement, tempéré par des regrets de l'exclusion de Formose. En novembre 1971, le Père Louis Wei Tsing-sing se rendit à Rome, venant de Paris où il vivait depuis des années. Son livre sur « *le Saint-Siège et la Chine* » faisait de lui le spécialiste par excellence à qui devait revenir la délicate mission de rapprocher Pékin et le Vatican. Le Père Wei eut des entretiens avec le Cardinal Villot et Monseigneur Casaroli, ainsi qu'avec Pietro Nenni, dont l'intérêt pour la Chine était bien connu. Le résultat de ces conversations s'exprima dans une conférence de presse, que l'*Osservatore Romano* prit soin de qualifier d'opinion personnelle. Cependant, un tournant décisif, résultant de la nouvelle orientation pékinoise, venait d'être pris. Depuis 1970 en effet, la Chine entreprenait sa grande offensive diplomatique contre l'U.R.S.S., dont un des aspects sensationnels fut le rapprochement avec les U.S.A. Le terrain essentiel de l'affrontement avec Moscou était le tiers-monde, et les maoïstes, constatant l'influence non négligeable du catholicisme dans nombre de pays africains et asiatiques, se décidèrent à utiliser ce facteur.

Après 12 années de prison, l'évêque missionnaire américain Walsh fut libéré et chargé par les Chinois d'une communication pour le Saint-Siège. Paul VI le reçut très longuement. Les colonnes de l'*Osservatore Romano* s'ouvrirent au prêtre américain. Peu après, alors que l'organe du Vatican venait de minimiser les déclarations du Père Wei, il publiait un article contre la politique religieuse de l'U.R.S.S., dont la conclusion affirmait que rien n'avait changé quant à l'attitude fondamentale du Kremlin. Inconcevable l'année d'avant, ces lignes furent interprétées comme inspirées par le dessein de correspondre aux

vues chinoises. Certains firent alors un rapprochement avec un fait qui s'était produit à l'été 1970, à Brioni, la résidence d'été du maréchal Tito, qui recevait Monseigneur Casaroli, « le ministre des Affaires étrangères du Saint-Siège ». Le chef du protocole venait de prier Casaroli de patienter un instant dans l'antichambre avant sa réception par le chef de l'Etat yougoslave lorsque la porte s'ouvrit et que l'ambassadeur de Chine à Belgrade fit son entrée, parfaitement inattendue. Le prélat et le diplomate chinois restèrent quelques minutes seuls. Quelque temps passa, et la politique vaticane subit de profondes mutations. La rencontre de Brioni suscita, il est vrai, une réaction immédiate des Soviétiques ; on enregistra la visite de Gromyko, ministre des Affaires étrangères, au Vatican. Entre temps, l'Italie avait reconnu la Chine, démarche à laquelle le Saint-Siège n'avait pas été indifférent. Monseigneur Casaroli, lorsqu'il se rendit peu après à Moscou pour la signature du traité contre la prolifération des armements atomiques, dut subir une réception humiliante par le ministre des Affaires religieuses. L'évolution vers Pékin n'en suivit pas moins son cours : dans le même temps où le Père Wei séjournait à Rome, deux missionnaires italiens se déplacèrent de Dacca (alors pour quelques semaines encore au Pakistan oriental) vers Hong-Kong en empruntant une ligne aérienne avec escale à Canton. Les autorités chinoises prièrent les deux voyageurs de prolonger leur passage, poussant l'amabilité jusqu'à mettre à leur disposition une chapelle pour la célébration de la messe. Simultanément, deux personnes « privées » chinoises se trouvaient à Rome. Les Russes s'inquiétèrent, et l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Rome, qui n'a théoriquement rien à voir avec le Vatican, se rendit à de nombreuses reprises au cours de l'hiver 1971-72 dans la cité pontificale.

DIFFICULTÉS A TENIR LA BALANCE ÉGALE

Les conversations avec les Chinois ne furent sûrement pas étrangères au surprenant revirement du Saint-Siège dans son attitude vis-à-vis de la Lituanie. On a vu que les troubles de l'été 1972 n'avaient pas entraîné, sur le coup, de prises de positions vaticanes. Brusquement, les diocèses baltiques se virent rattachés à l'administration ecclésiastique de Pologne. Cela signifiait que le Vatican ne reconnaissait pas comme définitive la frontière occidentale de l'U.R.S.S. Cette décision audacieuse aurait dû provoquer une violente riposte du Kremlin. Il n'en fut rien. Cette entorse à la ligne de concessions sans contre-partie envers Moscou se révéla un succès ; mais elle provenait plus d'un souci de bons rapports avec la Chine — Chou En-laï n'avait pas caché son

opinion sur les frontières européennes de l'U.R.S.S. — que d'une volonté nouvelle et bien arrêtée de modifier les rapports avec le Kremlin. Néanmoins, l'hostilité des Russes aux contacts entre Pékin et la Curie contraignit Rome à une certaine réserve mal acceptée par la Chine. On a soupçonné — du côté chinois — le Vatican de ne s'entretenir avec la Chine Rouge que pour monnayer auprès des Russes, le cas échéant, l'abandon de ces discussions. Un indice de cette méfiance ressort de l'exigence formulée par la diplomatie maoïste, au cours des négociations secrètes qui précédèrent le voyage en Chine du président Nixon, que la Curie ne fut informée en aucun cas. C'est par la presse internationale que les services de Monseigneur Casaroli apprirent la nouvelle. Juste avant Noël 1972, Paul VI intervint pour déplorer les persécutions en Albanie : « Un genre particulier de paix semble être réservé aujourd'hui à l'Eglise du Christ de là-bas, caractérisé non par le mutisme de la souffrance, mais par le silence de la mort ». Dès 1948, toutes les organisations religieuses avaient été mises hors-la-loi en Albanie, la plupart des prêtres catholiques exécutés, le culte traqué. Lorsque Tirana rompit avec Moscou, la répression continua, mais le gouvernement ne s'en glorifia plus et la tut. Au moment où le Vatican prit ses distances avec Pékin, pour ne pas compromettre ses relations avec Moscou, l'Albanie, publia subitement des comptes rendus de procès contre des prêtres accusés d'espionnage au profit de la Curie. En avril 1973, on apprit ainsi l'exécution de Don Stephane Kurti. En fait, le procès remontait à deux ans, l'exécution à une année. L'affaire fut considérée comme un avertissement indirect de Pékin à Rome, en une période où, pour la première fois depuis 6 ans, la messe de Noël avait été célébrée dans la capitale chinoise, devant 300 diplomates.

BILAN D'ÉCHEC

Il n'a été rapporté ici avec quelques détails que certains aspects des relations du Saint-Siège et du monde communiste. La conclusion qu'on peut en tirer — et une description des rapports avec la Yougoslavie, ou des événements de Pologne, aurait permis de dégager les mêmes enseignements — c'est en définitive, malgré certaines apparences, un bilan d'échec, navrant pour les efforts de prélats conscients de la complexité de leur tâche, mais voués à une impossible mission : il ne saurait y avoir de véritable plan commun d'action et de pensée entre deux conceptions universelles exclusives l'une de l'autre, malgré des apparences formelles qui ont induit en erreur bien des observateurs, et séduit, par superficialité et facilité, ceux que l'on appelle les « chrétiens marxistes ». En dépit des informations désastreuses provenant de Tchécoslovaquie ou de Croatie, de la lutte antireligieuse accrue déclenchée par le gouvernement de Varsovie, pour ne citer que les plus spectaculaires des phénomènes récents, Paul VI maintient son point de vue d'ouverture et de concessions aux États communistes. Citons seulement l'hommage rendu par le délégué du Saint-Siège, Monseigneur Silvio Luoni, à la Chine de Mao au cours des travaux de la Conférence Internationale du Travail à Genève en juin 1973, ou la modification des limites de diocèses allemands opérée par la Curie en 1974 selon les vues de Berlin-Est. Il convient d'accorder une particulière attention aux initiatives prochaines qui devraient nécessairement toucher à des points essentiels, la marge de manœuvre pontificale vis-à-vis du monde communiste étant de plus en plus réduite, et les oppositions au sein même de l'Eglise à cette orientation s'avérant irréductibles.

T. NICOLAS.

Association d'Études et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8^e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Études et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 90 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 140 F. pour un an (120 F. pour les pays du Marché commun), supplément de 30 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

A propos du jubilé de M. Cholokhov

COMME la *Gazette littéraire* l'annonçait le 25 décembre 1974, une soirée solennelle, consacrée aux 70 ans de Mikhaïl Cholokhov, sera organisée le 23 mai 1975 au Grand Théâtre de Moscou. Un comité pansoviétique pour la célébration de cet anniversaire, présidé par Nicolas Tikhonov, a déjà été créé et il a décidé, lors de sa première séance de travail, de mettre également sur pied une décade d'art théâtral consacrée à Cholokhov, ainsi qu'une série de conférences, dont une se déroulera à l'institut littéraire « Maxime Gorki » et traitera « de l'œuvre de M. Cholokhov et de la maîtrise de l'écrivain ».

Enfin, des soirées littéraires et artistiques sont également prévues, non seulement dans la *stanitza Vechenskaya* — lieu de résidence de Cholokhov, au pays des Cosaques du Don —, mais aussi dans toutes les capitales des Républiques de l'Union.

La création de ce Comité du jubilé s'est heurtée à des écueils sérieux. Après que A.-I. Soljenitsyne eut publié l'ouvrage de « D » - « *Les rapides du Don paisible* », la direction du Parti ne réussit que par une intense pression à inclure quelques écrivains seulement, ne faisant pas partie du secrétariat de l'Union des écrivains. Et cela, évidemment, après que « D » eut démontré dans son essai, de la manière la plus convaincante, que M. Cholokhov n'est que le « co-auteur » de cette œuvre la plus importante de l'époque de la révolution et de la guerre civile (1).

De plus, le « co-auteur » a apporté au roman un style qui lui est étranger d'agitateur et de propagandiste officiel, ce que, sachant, le lecteur aura la possibilité de ressentir désormais le vrai auteur du « *Don paisible* ». Il suffit, en effet, de feuilleter de nouveau les pages du roman en se conformant aux indications de « D » (pages 19 et 20 des « *Rapides du Don paisible* ») pour se rendre parfaitement compte du « montage » effectué par Cholokhov en qualité de « co-auteur ».

En d'autres termes, dans la situation actuelle, il ne s'agit nullement de jubilé, mais de la réhabilitation de Cholokhov, écrivain, Héros

(1) Voir notre article dans le n° 10 de *Possev*, 1974. « *Le Contrat Social* », en son numéro de novembre-décembre 1965, vol. IX, n° 6, avait publié sous le titre « *Nobel tel quel* » un article dans lequel notre ami Boris Souvarine rapportait les accusations portées contre Cholokhov à propos du « *don paisible* ».

du travail socialiste, académicien, lauréat des prix Lénine et Nobel, et plus précisément de l'occasion qui s'offre pour décréter que « le parti a toujours raison ». Aussi, est-il tout à fait normal que tout un groupe de fonctionnaires du parti soit appelé à défendre cette « raison », en prenant une place de choix au sein du Comité jubilaire. Il s'agit de Youri Melentiev, ministre de la Culture de la Fédération de Russie (R.S.F.S.R.); Boris Stoukachine, président du Comité d'Etat pour les Affaires d'édition, de Polygraphie et du Commerce du livre (ex-Comité d'Etat pour les Affaires de presse, derrière lequel se cache le « Glavlit », c'est-à-dire la censure); Evguéni Tiajelnikov, premier secrétaire du Komsomol; Ivan A. Bondarenko, premier secrétaire du Comité régional (Obkom) du Parti de Rostov-sur-le-Don; Vassili Chaouro, chef de la section de la Culture du Comité central du P.C.U.S.; N. Sviridov, chef-adjoint de la section de l'Agitprop du Comité central. A cet aréopage il faut ajouter Mme Ludmila Zemliannikova, secrétaire du Conseil central des syndicats (adjointe de Chélépine), et bon nombre d'autres personnages de moindre importance.

Un second groupe au sein de ce Comité est constitué par des « défenseurs » de Cholokhov, en raison des fonctions qu'ils exercent. Ce sont des secrétaires de l'Union des écrivains : Serguei Mikhalkov, Mirzo Tarsounzade, Youri Vertchenko et le Premier secrétaire de la direction de cette Union, Ghéorgui Markov.

Ils s'appuient sur des « généraux ès-littérature » aussi solides que le tristement connu pour sa falsification de l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, l'actuel rédacteur en chef de la revue *Ogoniok*, Anatoli Sofronov; M. Khrapchenko et d'autres.

NOUVEAUX PRIX

En raison de la hausse des prix du papier, les cotisations qui donnent droit à l'envoi du bulletin *Est et Ouest* sont portées à 90 F. pour nos membres correspondants résidant en France, à 120 F. pour ceux qui résident dans les pays du Marché Commun et à 140 F. pour ceux des autres pays. (Supplément inchangé de 30 F. pour les envois par avion).

Enfin, la liste des membres du Comité jubilaire s'achève par trois écrivains seulement — si l'on ne compte pas le sénile Nicolas Tikhonov — Tchinguiz Aytmatov, Grigol Abachidze et Maxime Tank.

Maintenant que la presse mondiale s'est largement faite l'écho de l'ouvrage de « D » publié par Alexandre Soljenitsyne, « *Les rapides du Don paisible* », il est difficile de défendre Cholokhov, tant qu'il ne se sera pas expliqué lui-même sur la question. Faut-il donc conclure que ces trois écrivains n'ont pu résister à la pression exercée sur eux ? Non, ou pas seulement. La direction du Parti ne limite pas sa technique à la pression, elle est également prête à payer. Et, en l'occurrence, payer largement. On troque.

Pour s'en rendre compte, il suffit de contempler le cliché publié juste au-dessus du communiqué sur la constitution du Comité jubilaire de Cholokhov, dans le même numéro de la *Gazette littéraire* du 25 décembre 1974. On y voit les mêmes Grigol Abachidze et Maxime Tank, recevant, le 20 décembre 1974 — à la veille de la création du Comité jubilaire —, l'Ordre de Lénine et la médaille d'or qui l'accompagne, en compagnie de Constantin Simonov, récompensé du titre de « Héros de travail socialiste », tout comme eux. Mais Simonov, lui, l'avait mérité quelque peu plus tôt, lorsqu'il s'était occupé d'une réhabilitation partielle de Staline et de Mekhlis, dans la troisième partie de sa trilogie, *Le dernier été*.

Bien que généralement on ne décore pas pour la fuite — or, Simonov, lui, s'était enfui du champ de mines où il avait mis les pieds lorsqu'ils écrivait « *Les vivants et les morts* » et « *L'on ne naît pas soldat* » —, il est impossible de passer à côté de son étoile d'or et du titre de « Héros du travail socialiste », car jusqu'ici il est le premier et le seul écrivain qui se soit ouvertement prononcé pour la défense de Cholokhov.

Dans une interview à la revue *Der Spiegel*, Constantin Simonov a déclaré que « *Soljenitsyne a galvanisé le cadavre du mensonge en*

affirmant que Mikhaïl Cholokhov n'avait pas écrit le « Don paisible ». (Nous citons là et plus loin d'après le texte russe diffusé par l'agence Tass, le 4-12-1974). Mais, en même temps, on ne peut pas ne pas noter que Simonov a souligné plus loin : « *Un roman comme le « Don paisible », on ne le vole pas, on l'écrit...* ».

On peut comprendre cette déclaration de deux façons, et elle n'est pas dépourvue d'ironie, au même titre que les paroles de la conclusion de l'interview : « *On voit nettement chez Cholokhov sa voie du développement littéraire* ».

Cela, par exemple, est on ne peut plus clair. En effet, après le « *Don paisible* », il n'a écrit, en 45 ans, que « *Terres défrichées* », ainsi que des morceaux inachevés, publiés sous le titre « *Ils ont combattu pour la patrie* ».

En lisant ces œuvres vraiment « cholokhoviennes », on ne peut pas ne pas être d'accord avec Soljenitsyne : « *... par la simple sensation du côté artistique, et sans la moindre recherche, on s'en rend compte : ce n'est pas ça, ce n'est pas le même niveau, ce n'est pas la même texture, ce n'est pas la même perception de l'univers* (2). Et si dans « *Terres défrichées* », à grand peine on peut déceler un ou deux fragments, rappelant par la langue et l'esprit le « *Don paisible* », cela n'est pas si difficile à expliquer, si l'on se rappelle que les premiers chapitres de cet ouvrage indiscutablement « cholokhovien » paraissent en même temps que les dernières parties du « *Don paisible* ».

Tout cela confirme une fois de plus qu'on ne peut parler qu'ironiquement de la « *netteté du développement de sa voie littéraire* ». Et sous ce rapport il vaut surtout mieux ne pas toucher du tout les parties publiées de « *Ils ont combattu pour la patrie* ».

On y voit en effet « *tous ces hommes de Korniloff, de Markoff, de Drozdoff — des fils gâtés des propriétaires terriens...* » qui apparaissent en qualité de bourreaux et de servants de potences, qui n'ont rien de commun avec les officiers de l'ancienne armée.

On y rencontre également une citation radicalement déformée des « *Esquisses des troubles russes* » de Dénikine. Et même le « général (soviétique) Alexandre Mikhaïlovitch » se retrouve dans sa jeunesse, pendant la Première Guerre mondiale, à l'école militaire des « junkers », « *après un séjour prolongé dans*

Après avoir lu
EST & OUEST
envoyez-le à un ami

(2) « D » — « *Les rapides du Don Paisible* », p. 20.

les tranchées en qualité d'engagé volontaire » (3).

Il est impensable que l'auteur du « *Don paisible* », qui connaissait jusqu'au moindre détail la vie quotidienne, les mœurs et les conditions du service des officiers de l'ancienne armée russe, ait pu accumuler un tel tas d'erreurs élémentaires, mélangées à des slogans d'agitateur de bas niveau.

« La ligne de développement » est donc visible nettement. Elle n'a pas changé depuis

les intercalations de propagande dans les premiers volumes du « *Don paisible* » et jusqu'aux « chef-d'œuvres » personnels de « *Ils ont combattu pour la patrie* ». Cela, c'est vraiment net. Aussi comprend-on pourquoi il a fallu tant d'efforts pour, qu'en recourant à l'aide du Comité jubilaire, il soit possible de serrer, encore plus fortement, le nœud du mensonge autour du « *Don paisible* », noué sans aucun doute non sans l'approbation de hautes instances du Parti lors des lointaines années 20.

N. ROUTYTCH.

L'affaire Ilieff

Avant la guerre, l'enlèvement à Paris des généraux Miller et Koutepioff, dirigeants russes blancs, par la police d'Etat soviétique — le Guépéou de sinistre réputation — avait fait grand bruit et suscité une réprobation sinon générale, du moins très remarquée. Les autorités moscovites se gardèrent bien à l'époque de se glorifier de cette violation des usages internationaux et du droit des gens, bien que l'enquête de la police française eût indéniablement impliqué l'ambassade de Staline à Paris.

A l'heure actuelle, en pleine détente, les communistes ont perdu tout scrupule. Une lamentable affaire qui laisse loin derrière elle les actions les plus « audacieuses » du Guépéou, car elle ajoute au cynisme de l'acte celui de sa glorification, s'est déroulée dans l'indifférence internationale quasi-parfaite, à la fin de l'année dernière.

A vrai dire, le gouvernement bulgare en cause n'en était pas à son coup d'essai. Déjà, le 15 novembre 1972, le savant bulgare émigré Saïko Srednoridski avait été kidnappé dans un restaurant de Vienne (Autriche) et transporté de force dissimulé dans un camion, jusqu'en Bulgarie. L'administration autrichienne s'était en son temps vivement émue de cette atteinte à la souveraineté du pays.

Sans doute les autorités de Sofia ont-elles estimé qu'elles pouvaient sans grand risque renouveler leur exploit de Vienne et porter un nouveau coup à l'émigration anticommuniste, qui semble les inquiéter beaucoup. En effet, le 10 août 1974, s'était tenue à Francfort-sur-le-Main (R.F.A.), une réunion à laquelle participaient 14 organisations politiques de réfugiés bulgares. Une protestation solennelle y avait été élevée contre l'éventuelle intégration de la Bulgarie dans l'Union Soviétique. Le gouvernement bulgare devait aussitôt protes-

ter et démentir catégoriquement cette affirmation.

Là-dessus, début septembre, Boris Arsoff Ilieff, dirigeant du Parti social-démocrate bulgare en exil, qui avait quitté son pays en 1970, disparaissait de son domicile de Copenhague (Danemark). On se perdait en conjectures sur son sort lorsque, fin septembre, la presse bulgare dans sa totalité publia le compte rendu du procès et de la condamnation à Sofia d'Ilieff à 15 ans de prison, et l'organe « Kooperativno Selo » entre autres salua à cette occasion « le bras long de ceux dont le devoir est de veiller sur la patrie ».

Cet aveu presque inimaginable a été accueilli par le silence des premiers intéressés, à savoir les dirigeants danois dont les protestations, si toutefois il y en a eu, ont été d'une remarquable discrétion. Par contre, les Bulgares en exil ont réagi comme il convenait à cette impudente tentative d'intimidation terroriste : au cours d'une rencontre à Paris le 10 octobre 1974, le Parti paysan et le Parti social-démocrate des Bulgares libres constituaient en commun le « Comité national bulgare en exil », fait significatif, compte tenu de l'extrême exacerbation des rivalités et des oppositions qu'on enregistre entre mouvements d'exilés.

L'enlèvement d'Ilieff se rattachant directement à la tradition du viol systématique de la souveraineté des autres pays par le Guépéou puis la N.K.V.D. de l'U.R.S.S. est un critère de plus permettant de juger ce qu'il en est du « changement en profondeur » que certains veulent en dépit de toute vraisemblance enregistrer au sein du communisme international.

**Le prochain numéro d'EST ET OUEST
paraîtra le Mardi 4 Mars 1975**

(3) Cité d'après la Pravda du 14-3-1969.